GFP 5555

le monde libertaire

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

PRIX : 0,50 NF

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux. PARIS-XI
Tél. : VOL. 34-08

C.C.C. Librairie Publico
Paris 11.289-15

ABONNEMENTS :
France ... 12 mois : 5,50 NF
Etranger. 12 mois : 7

Changement d'adresse
0,30 NF en timbres-poste

JUIN 1962
N° 81

Leçons d'un procès

Le verdict rendu par la Haute Cour en conclusion du procès Salan est sujet à bien des réflexions dont certaines ont sauté aux yeux des plus obtus et des plus partiaux.

La première, relevée presque unanimement par la presse, est que dans un gang militaire mieux vaut être chef de bande que simple exécutant et que, contrairement à ce que l'on affirme, les responsabilités diminuent avec les galons.

La seconde est le ton hypocritement moralisateur des uns et des autres, l'appel à Dieu et aux sentiments charitables et chrétiens, illustré fort à propos par l'intervention de ce prêtre militaire, plus militaire que prêtre, bavant la haine par tous les pores et appelant, au nom de cette chrétienté à tous les massacres.

Dans le domaine de l'indécence la palme revient au maréchal Juin qui a parlé « de la pitié que lui ont toujours inspirée les désespérés de ce siècle comme les communards de Paris ».

Bas les pattes, la Commune de Paris ça ne regarde pas un maréchal Juin ; elle n'a besoin ni de ses appréciations, ni de sa pitié ; et moins encore de ses rapprochements entre la grande réalisation et le grand exemple d'hommes qui étaient des Hommes et le gang de crabes militaires en mal de prébendes, de crimes et de tortures.

Le troisième enseignement que nous avons à tirer, et le plus important de tous, concerne le régime.

Depuis Mai 1958 nous sommes en face d'un pouvoir absolu qui s'accorde la coquetterie de se prétendre démocratique.

Parlons net : nous sommes face à une dictature.

Dictature aimable à façade libérale, dictature inavouée prête à mettre un baillon aux cris de ses victimes, mais dictature cependant.

Or, le verdict rendu par le Haut Tribunal, dont les membres avaient été individuellement nommés par de Gaulle, est la démonstration que l'hypocrisie ne paie pas.

Lorsqu'on laisse à une nation les apparences mêmes d'une liberté d'opinion, il faut prendre les risques de cette liberté.

Il était facile de prévoir la sympathie et l'esprit de corps existant entre les généraux juges et le général jugé. Ils appartiennent à une même famille et celui-ci aurait bien pu se trouver parmi ceux-là, comme ceux-là n'étaient pas loin de se trouver à la place de celui-ci.

Ce qui est plus surprenant et plus symptomatique c'est l'insubordination des vassaux mis en place pour condamner à mort et rebelle à leur suzerain.

Une telle décision en dit long sur la faiblesse d'un régime qui se dit fort et qui démontre à l'expérience plus de failles que tous ceux qui l'ont précédé.

Anarchistes, nous savons qu'aucun Etat ne peut résoudre les problèmes qui se posent aux hommes aux différentes époques de leur histoire, que ces Etats ne font qu'en différer la solution et qu'en multiplier les difficultés, mais nous savons aussi qu'ils peuvent faire illusion sur les esprits faibles et, par la violence et les pleins-pouvoirs, régner un certain temps sur un pays et lui imposer la loi.

Eh bien ! ces plein-pouvoirs de Gaulle les a obtenus et, les ayant en mains, ce dictateur de pacotille se trouve démenti par ses valets et souffeté par ses séides.

Ne nous y trompons pas, cela peut être la fin de la lâche illusion de « l'homme sauveur » et les craquements de ce régime fort mis en place par une minorité remuante et ambitieuse avec le consentement et l'appui de tous les indifférents.

LA REDACTION

Les grèves d'Espagne

par F. GOMEZ PELAEZ

Ces jours derniers, les nouvelles des grèves d'Espagne nous apportent un peu d'espoir. Les longues années de silence avaient fait supposer que l'Espagne ouvrière se sentait, sinon entièrement satisfaite de son sort, au moins éloignée de toute manifestation de révolte, et même indifférente devant n'importe quelle action revendicative. La détermination d'une poignée d'ouvriers asturiens a suffi pour abolir ce préjugé, puisque leur mouvement suscita tout de suite d'autres grèves dans plusieurs provinces.

Jamais le mécontentement ne s'est manifesté avec une rapidité semblable ni dans une ambiance si explosive. Depuis les Asturies, bassin minier dont le nom évoque un brillant passé révolutionnaire, la grève gagna d'abord la zone industrielle du Pays basque, où déjà s'étaient produits plusieurs conflits analogues à partir de 1947, date de la première action ouvrière des masses sous le régime de Franco.

Le gouvernement, comme il se doit, jugea la situation grave et essaya de réduire ses conséquences au moyen d'une mesure d'intimidation : la proclamation de l'état d'exception. Mais il se trompa. D'abord parce que cette mesure ne pouvait pas intimider ceux qui connaissaient suffisamment l'état d'exception. En effet, depuis vingt-trois ans, bien qu'il ne fut pas proclamé, ils n'ont vécu que dans des conditions semblables à celles de ce fameux « état d'exception », c'est-à-dire sans droits civiques d'aucune sorte. En second lieu, le fait d'annoncer ce recours à la force a posé la question devant le public ; et le régime, après avoir tout tenté pour cacher le conflit, se vit contraint de montrer sa faiblesse et contribua, sans le vouloir, à encourager le mouvement et à accélérer la prise de conscience de l'opinion publique.

L'idée de la grève reprise — comme vous avez pu le lire dans la presse quotidienne — dans d'autres centres industriels, tels que Barcelone, Sagunto, Cadix, ainsi que dans certaines mines de l'Andalousie, notamment dans celles de la province de Huelva. Leur efficacité s'est révélée telle que le gouvernement n'a pas hésité à risquer la réussite de son plan de stabilisation économique en consentant aux ouvriers des améliorations s'élevant quelquefois jusqu'à 50 % des salaires.

Ajoutons la répercussion des grèves dans des secteurs divers, surtout chez les étudiants, dont les manifestations de solidarité, à Madrid et à Barcelone, ont débordé le cadre universitaire et ont exprimé dans les rues le mépris qui s'impose envers la dictature. Certains intellectuels, détachés du régime, ont profité aussi de cette occasion pour réclamer les droits essentiels. Et même l'Eglise a voulu prendre ses distances, justifiant, par la voix des prélats, les raisons des grévistes et s'éloignant, avec autant d'opportunisme que de timidité, du régime franquiste.

Il ne faut pas s'étonner des réactions officielles. L'appareil gouvernemental, si rapide jusqu'ici pour réprimer toute tentative d'agitation, a été obligé d'économiser ses forces. La crainte a été plus forte que l'envie d'intervenir. Elle a conseillé à l'armée et à la police de se tenir dans l'expectative. Passé l'occasion d'arrêter l'action revendicative — ce qui n'aurait pu se faire que les premiers jours — le gouvernement savait que l'épreuve de force, tout en lui étant favorable, ne pouvait que lui causer plus tard de multiples ennuis. Sa prudence n'a pas d'autres motifs. Que se serait-il passé au cas où les forces de l'ordre auraient reprimé le mouvement gréviste avec toute la sauvagerie dont elles sont capables? Les chefs de la Phalange n'ont pas osé... Et pour cause. Ils n'étaient pas sûrs que, cette fois-ci, les ouvriers espagnols eussent encaissé les coups sans répondre, et ils étaient en revanche bien assurés que les protestations extérieures n'auraient pas manqué d'affluer, ce qui aurait pu leur fermer définitivement les portes de la Communauté Européenne.

Rappelons-nous que le « brain trust » de Franco n'est plus à l'heure de l'autarcie : l'illusion de résoudre les problèmes économiques de l'Espagne avec ses seules ressources s'est envolée. Ses technociens sont aujourd'hui des champions de l'« européisme », et ils placent tous leurs espoirs dans l'incorporation de l'Espagne au Marché commun. Avec ce rêve, ils ont entrepris de stabiliser l'économie ; la première partie de leur programme a été réalisée — disons-le franchement — avec succès. Mais, comme partout, la classe ouvrière, loin d'obtenir quelque bénéfice de la stabilisation, en a, plutôt, fait les frais. Les travailleurs ont vu diminuer leurs gains — déjà bien maigres — par la suppression des heures supplémentaires ; le mécontentement qui n'a fait que croître, devait finalement se traduire par les protestations et les grèves que nous connaissons aujourd'hui. Voilà comment se repose, internationalement, ce qu'on a déjà appelé le « problème espagnol », et comment, en Espagne même, on a pu porter un coup sérieux à ce régime de honte, qui, établi avec l'aide de l'Allemagne d'Hitler et l'Italie fasciste, fut ensuite soutenu par les puissances capitalistes, et même parrainé par l'URSS, car il ne faut pas oublier que c'est sur l'initiative de celle-ci, après un marchandage scandaleux, que les représentants de Franco ont fait leur entrée à l'ONU.

Si nous constatons avec joie ce réveil de l'Espagne antifasciste, nous devons aussi dire quelques mots sur les conditions dans lesquelles ce réveil s'est produit. D'abord, il s'est manifesté une opposition nouvelle, une opposition inorganisée, qui comprend principalement des jeunes. L'opposition des premières années, c'est-à-dire celle qui est issue de la guerre civile et s'est reconstituée dans les prisons ou dans l'exil, dispersée et diminuée — aussi bien dans les rangs des partis que dans ceux de notre mouvement — commença à décliner vers 1950. Elle ne put tirer le parti nécessaire de la grève générale de Barcelone, au printemps de 1951, et, ensuite, il ne lui fut pas possible de prendre des initiatives vraiment importantes pour mettre le régime en difficulté. Peu après, en 1953, la signature du Concordat et les accords entre Franco et l'administrateur des Etats-Unis contribuèrent à affaiblir encore davantage cette opposition romantique, inspirée par les mêmes idéaux qu'en 1936. Et, par la suite, sauf dans des faits isolés, œuvre surtout de petits groupes de courageux camarades, presque tous disparus aujourd'hui, l'opposition primitive, déjà vieillie, n'a pas joué de grand rôle. Il se pourrait même — c'est regrettable d'avoir à avouer — qu'elle ne puisse plus jouer de rôle, car elle a perdu, sans s'en apercevoir, toute emprise sur la jeune génération.

De toute façon, il faut noter avec sympathie qu'on constate aujourd'hui un certain redressement. On sent plus fermement la nécessité de coordonner les efforts entre les différents courants d'opinions non totalitaires. L'unité de la CNT fut déjà un pas en avant ; ensuite, l'alliance syndicale entre notre Confédération Nationale du Travail, l'Union Générale des Travailleurs et la Solidarité des Travailleurs basques, a ouvert des meilleures perspectives d'activité. Ce renouveau sera cependant difficile si les anciens mouvements, le nôtre inclus, ne comprennent pas l'évolution des esprits, ne se rendent pas compte de la situation réelle de l'Espagne actuelle — bien différente de celle des années 30 — et, au lieu des formules et des routines dépassées, ne savent pas offrir au peuple des solutions véritables, tant pour modifier ses conditions d'existence que pour assurer la transformation sociale et économique du pays. Sinon, malgré tout leur passé glorieux, une nouvelle page sera tournée et on verra la scène occupée par de nouveaux éléments, plus dynamiques et peut-être plus capables de mener à bien le vieux combat pour le triomphe des idéaux libertaires.

CAPITALISME D'ETAT ET REVOLUTION

Le capitalisme ne prend même plus la peine de gouverner par personne interposée. Le fondé de pouvoir d'une grande banque peut s'asseoir dans le fauteuil de président du Conseil des ministres sans provoquer une levée de boucliers.

En dépit d'un certain imbroglio, il apparaît qu'en définitive le grand capital n'a pas soutenu les ultras. Il lui a semblé plus rentable, la conjoncture économique actuelle lui étant extrêmement favorable et la menace de révolution lui paraissant écartée pour longtemps de continuer à soutenir le régime qu'il avait créé, ce régime gaulliste, véritable piège pour les forces politiques traditionnelles qui ne peuvent que tourner en rond sans trouver à s'employer. Pour l'instant, les éventuelles poussées populaires lui paraissent pouvoir être facilement contenues par des augmentations de salaires qui seront toujours loin d'éponger l'augmentation des bénéfices. Le régime des ultras aurait été beaucoup moins intéressant : il se serait appuyé d'une part sur toute la vieille réaction avec ce que cela comporte comme perspectives de stagnation et d'autre part sur tout un appareil de type fasciste extrêmement coûteux, improductif en lui même et finalement freinateur de la production. On se serait enfermé dans un nationalisme qui n'est plus du tout la carte que joue le grand capital. On s'est orienté vers une formule beaucoup plus intelligente que celle qui eut consisté à augmenter l'armée, à multiplier la police et à encadrer la population par un parti dont en l'absence de chômage il eût fallu payer les membres cher ; sans parler des nécessaires défenses démagogiques à grand spectacle de ce genre de régime.

Au lieu de continuer à faire des affaires de manière honteuse derrière le rideau de l'âcre fumée qui s'échappait du mauvais fourneau des institutions politiques démocratiques, le capitalisme agit désormais hardiment, au grand jour. Il fait savoir partout bien fort : l'expansion économique, que nous seuls pouvons mener parfaitement, est la raison d'être des sociétés modernes, elle assurera la justice sociale et rend caducs tout l'ancien attirail législatif parlementaire aussi bien que la forme classique des organes de revendications de classes. Les organismes économiques entièrement entre les mains du capital remplaçant ceux des organismes politiques inutiles au bon fonctionnement de la machine, la possession directe du gouvernement permet de se débarrasser des obstacles qui peuvent entraver sa bonne marche. Bien entendu, chacun demeure à sa place : financiers et technocrates décident et le peuple exécute. Pour qu'il ait quand même l'impression d'intervenir dans certaines décisions on maintiendra quelques élections professionnelles à conséquences bien limitées et évidemment le référendum, système de tout repos. On finira d'enfermer les ouvriers déjà émiettés en une poussière de catégories et savamment hiérarchisés, dans un cadre juridique et social ne permettant plus aucune action revendicatrice de leur part. L'araignée tissant sa toile dans toutes les directions, cette classe la plus dangereuse étant muselée, il faudra neutraliser les catégories devenues turbulentes et sur lesquelles il n'y a plus de raison de s'appuyer : on fera comprendre aux boutiquiers qu'au lieu d'alimenter de ses rancœurs un poujadisme encombrant, on est plus tranquille employé d'un grand consortium; de même on espère réduire la paysannerie par l'organisation dirigée de la profession. Nous en arriverons ainsi à une société que l'on ne se génera peut-être pas pour baptiser du nom de socialiste. Comme nous ne voyons plus très bien ce qui pourra distinguer la société des organisateurs capitalistes de celle des glorieux continuateurs de l'Octobre Rouge, on pourrait même l'appeler communiste. Pour nous qui avons du « communisme une autre conception que cette société hiérarchisée, organisée de haut en bas, nous appelons depuis longtemps cela le capitalisme d'Etat.

En France il s'agissait de mettre dans le courant cette nation retardataire. Le général fait très bien ce genre de travail ou plutôt le laisse très bien faire et le fameux vide politique du régime gaulliste n'est qu'une opération de nettoyage qui va permettre au capitalisme un prodigieux bond en avant avec création de structures efficaces et finalement un renforcement considérable de l'Etat et de son pouvoir coercitif. La constitution d'un super-Etat européen est sans doute jugée prématurée et le général s'y oppose actuellement. Mais le même laisse transparaître le but final lorsqu'il déclare que les régimes sont appelés à disparaître, laissant entrevoir à long terme le couronnement logique de l'œuvre : un super Etat mondial régnant sur une communauté universelle hiérarchisée et organisée en vue de la meilleure exécution des plans du sommet. Les socialistes autoritaires ayant conduit la Révolution sur une voie de garage, telles sont les perspectives un siècle après la création de l'Internationale, car là est bien le terme de la coexistence, pacifique ou non, d'entités semblablement structurées.

Pour l'immédiat, en France, qu'est-ce qui peut s'opposer à pareille emprise ? Sûrement pas le troupeau des démocrates réclamant le rétablissement des institutions républicaines, ce qui n'intéresse ni le peuple qui n'en voit pas l'utilité, ni le capital, qui les a balayées pour insuffisance de rendement. Sûrement pas le parti communiste, qui, s'il énonce bien que le pouvoir ac-

Georges MANCEAU

(Suite page 2.)

Procès Salan ou procès de l'armée

Ce procès n'a pas eu lieu.

Qu'il se soit conclu ou non par une condamnation à mort ou par toute autre peine, que la défense ait fait valoir l'incohérence de l'époque et le tribunal l'illégalité des crimes (puisqu'il existe des crimes légaux) l'essentiel ne pouvait pas être dit parce que juges et prévenu avaient intérêt à se taire.

En vérité ce n'est pas le procès de Salan qui s'est déroulé, c'est le procès de l'armée tout entière.

Ce que l'on n'a pas dit, ce que l'on ne dira pas, c'est que les motifs qui valent à un général un « box d'honneur » auraient valu à un deuxième classe le jugement sommaire suivi immédiatement des douze balles dans la peau.

Pour lui point d'effets de manche d'un avocat se plaignant que certains témoins fassent défaut, pour lui point de cas de conscience.

L'obéissance militaire et c'est tout !

Et dès lors que le silence est gardé sur ce point, dès lors que cette règle du jeu est respectée par les uns et les autres, des paroles qui mériteraient de cinglantes répliques ont été prononcées dans le prétoire sans y trouver d'écho.

Si la défense n'a pas manqué de faire valoir l'abandon des promesses gaullistes, l'assurance donnée aux ultras du maintien de l'Algérie française, la guerre dût-elle durer cent ans, elle oublie que dans le même temps l'assurance était donnée au pays de la fin de la guerre dans l'année même, dût-on perdre l'Algérie.

« Cette politique choisie le 13 Mai, confirmée les 4, 5 et 6 Juin 1958, par le général de Gaulle, massivement approuvé par le référendum du 27 Septembre 1958 et seule possible ». **selon Salan, ne pouvait mener qu'à une duperie des uns ou des autres et peut-être des uns et des autres, et seuls les niais pouvaient y croire hier ou peuvent aujourd'hui s'y référer.**

C'est cependant sur cette politique (?) du 13 Mai que s'appuient les avocats de la défense.

La pente est savonneuse car cela suppose qu'un militaire peut juger de la chose publique et prendre des décisions et des engagements au nom du pays, alors qu'il ne lui appartient que d'obéir et d'exécuter.

Mais qui sera là pour dire que cette armée, force inerte et stupide aux mains de tous les aventuriers, constitue un Etat dans l'Etat et un baril de poudre au cœur de la nation ?

Rien de plus grotesque que cette camarilla fascisante parlant au nom de la démocratie, rien de plus grotesque qu'un Tixier-Vignancourt invoquant tous les principes de liberté et d'égalité qu'il méprise, rien de plus grotesque que la mensongère affirmation d'un Djebbour osant déclarer :

« Les musulmans se sont toujours considérés comme des Français. Malheureusement les événement depuis 1958 ont fait que de Français à part entière ils sont devenus des Français entièrement à part.»

Français à part entière !

Pour un Djebbour peut-être !

L'Algérie a eu aussi ses Laval et ses Quisling !

Rien de plus grotesque que cette suite de témoins affirmant l'attachement des musulmans à la France et redoutant le démenti que peut lui apporter l'autodétermination.

Rien de plus grotesque qu'un Salan déclarant à propos des événements précédant le 13 Mai :

« J'ai choisi de faire revenir au gouvernement le général de Gaulle.

J'ai fait acclamer et ratifier ce choix par l'Algérie tout entière comme par l'armée.»

Le voilà son républicanisme !

Ce qu'il appelle faire acclamer et ratifier par l'armée, c'est trouver une approbation dans les états-majors. Mais les hommes ?

Il confesse lui-même :

« J'avais croisé de nombreux camions de garçons qui criaient « la quille » dans un grand désordre. »

« Il fait acclamer et ratifier par l'Algérie tout entière. » **C'est-à-dire celle des colons et des états majors. Mais l'autre ? Et la France, en parle-t-il ? Cette France dont il a pleine la bouche et qui n'était pour lui qu'une colonie algérienne au plutôt une colonie des fascistes d'Alger !**

Rien de plus grotesque que d'entendre dire par ce chef de l'O.A.S. :

« Chacun semble ignorer les lendemains du putsch d'Avril en Algérie. Ils furent marqués par une répression sans limite.

Les conseils municipaux élus furent dissous.

Les conseils généraux suspendus.

Les journaux interdits. »

Maurice LAISANT

(Suite page 2.)

TOURISTES

Où allez-vous, touristes ? *En Espagne ? Attention ! Depuis quelques années, vous vous êtes rués sur ce pays comme si c'était une terre nouvelle à découvrir, et nous vous avons vus revenir éblouis de toutes les merveilles que vous aviez admirées.*

Les uns vantaient la majesté des montagnes, d'autres la splendeur des plages, d'autres la gaîté et l'urbanité des populations. Il y en avait qui s'étaient extasiés sur les châteaux; certains, sur les cathédrales; d'autres sur les danses, sur les fêtes, sur les processions.

« Et le régime ?

— Oh ! le régime... »

Vous étiez allés là-bas en touristes, pas en personnes qui font un voyage d'étude ou une enquête sociale; vous étiez en vacances, en congés payés; vous alliez jouir du soleil, goûter les vins, voir des vieilles pierres :

« Ils ne sont pas malheureux... Et ils sont si gentils... Surtout, il ne faut pas leur parler de politique... La guerre civile, la république, c'est une histoire finie, qu'ils essaient d'oublier... Oui, si gentils... et si pieux ! »

Et de nouvelles vacances approchent... Le moment est venu de faire le plein d'essence et d'y retourner, d'aller les voir danser et rire... loin des soucis politiques si contraignants chez nous... S'il reste quelques entêtés qui s'obstinent à ne pas vouloir aller en Espagne tant qu'il y aura Franco, tant que la liberté en sera exilée, tant que les fiers et indomptables réfugiés républicains n'y rentreront pas, que vous importe à vous ? Vous êtes des touristes !

Eh bien ! non.

Vous avez le droit d'aller en Espagne, soit : la terre est à tout le monde. Mais vous n'avez pas le droit d'y aller avec les mêmes pensées, le même détachement, la même sérénité que si vous alliez en Belgique, en Angleterre, en Allemagne, en Italie ou en Suède. C'est pourquoi, touristes que vous êtes, nous vous disons : attention !

Attention ! Vous allez dans un pays étrange et exceptionnel, où l'histoire est arrêtée depuis vingt-cinq ans. L'horloge du temps à Madrid, à Barcelone, à Bilbao, à Malaga, marque : 1939 *au lieu de marquer* 1962.

Un enchanteur maléfique a plongé cette nation dans une sorte de catalepsie sociale qui fait d'elle depuis un quart de siècle la Belle au bois dormant de l'Europe occidentale. Il lui a, ce vampire, tiré en une nuit de cauchemar — qui dura trois années — une telle quantité de sang que seule la relève d'une génération pouvait la guérir de son anémie, la sortir de son long coma.

Mais voilà que l'horloge du temps et de l'histoire se remet en marche. Tout annonce le réveil. Les fils des vaincus se dressent bien vivants, sains et forts, face au vieux vainqueur fatigué, l'enchanteur infernal d'autrefois, le vampire triomphant d'hier.

Et la Belle endormie commence à remuer; l'anesthésie se dissipe, le charme sanglant cesse d'agir.

Attention ! Tout ce qui était interdit, tout ce qui semblait impossible, ces gens à qui vous ne parliez pas de politique vont le faire et déjà le font. Et ces noms qui reviennent, qui reparaissent, ça ne vous rapelle rien ? Oviedo, Santander, Bilbao... Quelle résonance ! On croirait avoir entendu déjà quelque part ces noms-là ! Bientôt Barcelone...

Vous voulez y aller, touristes ? Allez-y. Mais si vous désirez vous instruire, ne vous bornez pas à admirer les sites, les monuments et les fiestas : il y a là-bas un peuple qui ne pense pas seulement à danser et à prier.

Tâchez de lire un peu dans son âme.

P.-V. BERTHIER

Destins des révolutions

Nous adressons ces quelques réflexions à vous qui avez osé refuser de fermer et vos yeux et votre esprit tout au long de ces dernières années.

Vous étiez, de cœur, par dignité, aux côtés de ces Algériens que votre armée, votre gouvernement, vos partis, votre nation assassinaient quotidiennement.

Vous aviez compris que le retour de De Gaulle était ce que vous deviez payer pour le prix de l'incapacité des gauches à apporter une solution au problème algérien.

Vous saviez que l'O. A. S. est un produit du Gaullisme et que cette organisation n'existe que par et pour le pouvoir. Vous avez manifesté et milité pour la fin de la guerre d'Algérie, vous avez applaudi au cessez-le-feu.

Et maintenant, malgré les accords d'Evian ou peut-être à cause d'eux parce qu'ils sont inséparables d'un certain référendum, vous avez ce sentiment très net d'avoir été trompés.

Nous pensons que ces réflexions peuvent aussi être utiles aux combattants, aux militants des ex-pays colonisés et qui viennent, ou qui vont acquérir leur juste indépendance.

Qu'est ce qui permet donc aux bourgeoisies politiques et économiques d'escamoter toutes les aspirations, toutes les luttes, toutes les révolutions populaires, d'en profiter pour asservir et agrandir leur domination.

Henri Kléber

« C'est l'Etat. C'est l'accroissement continuel et l'élargissement des fonctions de l'Etat, basé sur cette fondation bien plus solide que la religion ou le droit d'hérédité : la loi. Et tant que l'Etat durera, tant que la loi restera sacrée aux gens des peuples, tant que les révolutions à venir travailleront au maintien et à l'élargissement des fonctions de l'Etat et de la loi, les bourgeois seront sûrs de conserver le pouvoir et de dominer les masses. Les légistes constituant l'Etat omnipotent, c'est l'origine de la bourgeoisie et c'est encore l'Etat omnipotent qui fait la force actuelle de la bourgeoisie.

Par la loi et l'Etat les bourgeois se sont saisis du capital et ils ont constitué leur autorité. Par la loi et l'Etat, ils la maintiennent. Par la loi et l'Etat, ils promettent encore de réparer les maux qui rongent la société.

En effet, tant que toutes les affaires du pays seront remises à quelques-uns, et que ces affaires auront la complexité inextricable qu'elles ont aujourd'hui, les bourgeois pourront dormir tranquilles. Ce sont eux qui, reprenant la tradition romaine de l'Etat omniscient, ont créé, élaboré, constitué ce mécanisme; ce sont eux qui en furent les soutiens à travers l'histoire moderne. Ils l'étudient dans leurs universités; ils le maintiennent dans leurs tribunaux, ils l'enseignent à l'école; ils le propagent, l'inculquent par la voie de leur presse.

Leur esprit est si bien façonné à la tradition de l'Etat, que jamais ils ne s'en départissent, même dans leurs rêves d'avenir. Leurs utopies en portent le cachet. Ils ne peuvent rien concevoir en dehors des principes de l'Etat romain, concernant la structure de la société. S'ils rencontrent des institutions développées en dehors de ces conceptions, ils les brisent plutôt que d'en reconnaître la raison.

Si par malheur, lors de prochaines révolutions, le peuple, encore une fois, ne comprend pas que sa mission historique est de briser l'Etat, créé par les codes de Justinien et les édits du pape; s'il se laisse encore une fois éblouir par les conceptions romaines « légales » d'Etat et de propriété (ce à quoi les socialistes autoritaires travaillent durement), alors il devra encore une fois abandonner le soin d'établir cette organisation à ceux qui en sont les représentants historiques, les bourgeois.

S'il ne comprend pas que la vraie raison d'être d'une révolution populaire est de démolir l'Etat, nécessairement hiérarchique, pour rechercher à sa place la libre entente des individus et des groupes la fédération libre et temporaire (chaque fois dans un but déterminé ; s'il ne comprend pas qu'il faut abolir la propriété et le droit de l'acquérir, supprimer le gouvernement des élus, qui est venu se substituer au libre consentement de tous ; si le peuple renonce aux traditions de liberté de l'individu, de groupement volontaire et du libre consentement devenant la base de règles de conduite, traditions qui ont fait l'essence de tous les mouvements populaires précédents et de toutes les institutions de création populaire ; s'il abandonne ces traditions et reprend celles de la Rome romaine et catholique, alors il n'aura que faire dans la révolution ; il devra laisser tout à la bourgeoisie, et se borner à lui demander quelques concessions.

Le peuple a essayé à plusieurs reprises de rentrer dans les cadres de l'Etat. de s'en emparer, de s'en servir. Il n'y a jamais réussi.

Et il finissait toujours par abandonner ce mécanisme de hiérarchies et de lois à d'autres que lui : au souverain après les révolutions du seizième siècle, aux bourgeois après celle du dix-septième en Angleterre et du dix-huitième en France. (Nous pourrions dire de même : à la bourgeoisie du Parti en Union soviétique au vingtième siècle.)

La bourgeoisie au contraire, s'est entièrement identifiée avec le droit des Etats. C'est ce qui lui donne cette unité de pensée qui nous frappe à chaque instant.

En effet, un Ferry peut détester un Clemenceau; un Floquet, un Freycinet, un Ferry peuvent méditer les coups qu'ils préparent pour arracher la présidence à un Grévy ou à un Carnot. (Nous laissons aux lecteurs le soin de se livrer à ce petit jeu qui consiste à retirer les noms propres à l'époque où furent écrites ces lignes et à les remplacer par Thorez, Mollet, Mendès-France, Debré, Pinay, De Gaulle, OAS. La liste proposée n'étant limitative ni par le nombre ni par le lieu ou le temps.) **Le pape et son clergé peuvent haïr les trois compères et leur couper l'herbe sous les pieds ; le boulangiste peut envelopper dans ses haines le clergé et le pape, Ferry et Clemenceau — tout cela se peut et cela se fait —. Mais quelque chose de supérieur à ces inimitiés les unit tous, depuis la cocotte des boulevards, jusqu'au mielleux Carnot; depuis le ministre jusqu'au dernier professeur d'un lycée laïque ou religieux. C'est le culte de l'autarité.**

Ils ne peuvent concevoir la société sans un gouvernement fort et obéi. Sans la centralisation, sans une hiérarchie, rayonnant depuis Paris ou depuis Berlin jusqu'au dernier garde-champêtre et faisant marcher le dernier hameau sur les ordres de la capitale, ils ne voient que l'émiettement. Sans un code — création commune des Montagnards de la Convention et des princes de l'Empire — ils ne voient qu'assassinats, incendies, coupe-gorges dans les rues, sans la propriété garantie par le code, ils ne voient que des champs déserts et des villes en ruines, sans une armée, abrutie jusqu'au point d'obéir aveuglément à ses chefs, ils voient le pays en proie aux envahisseurs; et sans les juges enveloppés d'autant de respect que le Corpus Dei l'était au moyen âge, ils ne prévoient que la guerre de chacun contre tous. Le ministre et le garde-champêtre, le pape et l'instituteur sont absolument d'accord sur ces points. C'est ce qui fait leur force commune. »

Pierre KROPOTKINE

(« Les Temps Nouveaux » 1893)

A PROPOS DU CONGRES
"Force Ouvrière" de la Région Parisienne

Explication de vote

Le Congrès de l'Union des syndicats confédérés Force Ouvrière de la Région Parisienne qui vient de se tenir à Chaville suggère quelques réflexions. Disons d'abord que ses assises ont manqué de couleurs. Si l'on peut considérer comme louable le souci d'éviter les heurts entre les hommes, qui anime les responsables de l'U.D., on peut considérer comme néfaste tout ce qui entrave le choc des idées. Certes, les militants anarcho-syndicalistes, Riguidel, Martin, Suzy et moi-même, ainsi que Renard et Pallerdet ont essayé de lancer le débat, mais ce débat à la tribune du Congrès est resté un monologue.

Peut-être y a-t-il là une certaine responsabilité de la minorité F. O. qui bien qu'armée de sa déclaration qui ont un « Préambule à la constitution d'une minorité » a hésité à aborder franchement les problèmes facilitant les manœuvres nouées hors Congrès par des hommes plus préoccupés des tripatouillages politiques que de la défense des principes du syndicalisme.

De toute manière une chape de plomb pèse sur ces Congrès ; c'est l'élection ou la réélection à la Commission Exécutive et aux postes de responsabilité. Personne ne veut se « mouiller ». Gare à l'homme qui monte à la tribune pour rompre avec les tranquillisants officiellement administrés par le Bureau confédéral. Le moins qu'il puisse lui arriver c'est de finir en queue de peloton sinon de rester sur le pavé. Cette vérité les malins la connaissent bien; ils s'en inspirent et on a pu voir dans ce Congrès, ou plutôt, on n'a pas vu un seul des adeptes de monsieur Guy Mollet venir y défendre les idées géniales du patron en matière économique.

Tout ce passe donc, en commission. Là en petit groupe, les militants se débridents et comme ce fut le cas à ce Congrès, il en sort un travail fructueux. Mais on ne m'empêchera pas de penser que le jeu est faussé. Les commissions sont moins constituées pour créer que pour mettre noir sur blanc les idées débattues en séance plénière, encore faut-il qu'il y ait débat et que les membres des commissions assistent à ces débats, ce qui est impossible lorsque ces commissions siègent dans une salle à part. Il fut un temps où les commissions se réunissaient en séance de nuit, ce qui permettait aux commissaires d'y participer et on peut regretter que cette excellente méthode ait été abandonnée.

Les résolutions présentées au Congrès sont bonnes; elles ont été élaborées en tenant largement compte de l'avis de la minorité qui s'était dégagée au Congrès confédéral et pourtant j'ai voté contre la résolution sur l'orientation, la meilleure peut-être et j'ai été le seul; je veux m'en expliquer ici.

J'avais au cours de l'intervention que j'ai faite mis l'accent sur le problème des cadres, sur la hiérarchie des salaires, sur la multiplicité des primes, autant d'éléments qui contribuent à diviser, a morceler le monde du travail. J'avais attiré l'attention sur la façon dont les classes dirigeantes distribuaient le profit, non pas sous forme de dividendes comme aux temps « bénis » du capitalisme libéral, mais sous la forme d'un sursalaire distribué sans retenue aux hauts cadres et j'avais signalé la répercussion de cette nouvelle méthode du capitalisme, sur les cadres encore syndiqués, chez nous, mais subissant l'attraction de la puissante Fédération des Cadres, citant une partie de l'article que j'ai écrit dans LE MONDE LIBERTAIRE à ce sujet : « Les directeurs ». Or cette résolution, fort bonne je l'ai déjà dit, ne reprenait aucune de ces revendications de structures que j'avais préconisées. Une résolution de Congres aussi belle soit-elle se juge à ses fruits et les fruits de l'orientation ce sont les revendications. J'ai voté contre et j'ai pris date. Il n'est pas possible de redistribuer de façon plus équitable le revenu national sans resserrer l'éventail des salaires et cela pas seulement pour des raison économiques, peut-être négligeables, mais pour des raisons morales. On ne mobilisera plus les masses sur des problèmes hiérarchisés et les résultats que cette hiérarchisation a donnés en Russie devraient ouvrir les yeux à des syndicalistes malades d'anticommunisme.

Les militants anarcho-syndicalistes ne doivent pas se leurrer, les revendications de salaires sont des palliatifs qui

REPRISE des EXPERIENCES ATOMIQUES

Après une période d'accalmie, les Russes ont entrepris les premiers une prestigieuse série d'explosions atomiques. Aussitôt la presse anti-russe a découvert les dangers des explosions atomiques, cité des déclarations alarmistes de savants non contredites scientifiquement, aligné les nombres magiques de nos civilisations technocratiques, ces millions et milliards de tonnes d'explosifs qu'ils libèrent, créent les nuages radioactifs et bouleversent le temps.

A impérialiste, impérialiste et demi. Pour ne pas demeurer en reste, les Américains annoncent la reprise de leurs expériences. Les journalistes commencent alors un nouveau retournement de leurs belles consciences. On étouffe les dangers de la radioactivité artificielle, on replonge les savants des autres dans le silence, on exhume les savants-Maison. Et puis les explosions-revanche recommencent.

Nous en sommes à ce stade. Les Américains n'ont même pas fini leur exhibition internationale que les Russes annoncent une nouvelle série.

Les accidents ? Il y en a. Rappelez-vous cette explosion souterraine aux USA dont on attendait une confirmation de son innocuité : les gaz radioactifs ont transpercé la terre et sont venus chatouiller les pieds des expérimentateurs. D'autres surviendront, soyez-en assurés, malgré le luxe des précautions, et les services de censure les étoufferont. Qu'une soixantaine de gars meurent dans l'explosion ratée d'une bombe atomique enterrée causant par ailleurs des milliards de francs de dégâts, cela n'a aucune espèce d'importance puisque les chefs d'Etat se prévalent du danger atomique pour préparer la prochaine guerre atomique.

Voici donc à quel point d'absurdité nous en sommes arrivés ! Un chef d'Etat reconnaissant le danger atomique et en déduisant le besoin d'une force de frappe qui augmentera ce danger ! Mais il faut bien comprendre, il faut que nous, libertaires, nous comprenions bien la leçon qui se dégage de l'enseignement de cette absurdité triomphante.

Comprenons d'abord que les hommes acceptent l'idée du risque que les bavards et prétentieux appellent « risque calculé ». Ne croyez pas que ce soit là une donnée mineure. Quand nous prenons la route à cent à l'heure nous acceptons des « risques calculés », quelles que soient nos convictions politiques personnelles. Eh bien, les savants conduisent des véhicules un peu plus conséquents, un point c'est tout.

Pour conduire la première « voiture » atomique, les Américains ont eu Oppenheimer, arriviste de la science. Sa bombe A a explosé. Son « risque calculé » a produit ses effets. Il a eu ensuite, des années après la conscience de ces risques. Jusqu'à ces dernières années, il plastronnait encore, se pavanant dans les Universités devant les gogos de la « Science ». Une récente émission de télévision nous l'a montré triste, inquiet, désabusé. Mais nous ne devons pas oublier qu'il a créé volontairement la première bombe A.

Il est remplacé par un autre arriviste, Teller qui, lui, fait mieux encore et conduit le véhicule bombe H à son point de choc.

Donc, nous acceptons, nous, hommes du vulgaire, l'idée du risque calculé, rassurés, quand nous sommes au volant, par notre assurance tous risques qui paye... mais qui ne fait pas revivre. Et nous acceptons le « risque calculé » par les autres, que ce soit l'auto qui fonce sur nous dans un chemin de campagne, ou les bombes de MM. Kennedy, Khrouchtchev, Mac Millan et de Gaulle.

Ce « risque calculé », nous le rencontrons souvent dans notre vie, chaque fois que nous abandonnons le respect de l'homme, chaque fois que nous acceptons le recul d'une de nos libertés individuelles.

Ce « risque calculé » contredit les credos politiques. Cet abandon d'une volonté individuelle du respect de l'homme et de ses droits, fait que les idéologies ont de moins de valeur. Mais moins elles ont de valeur intrinsèque, mieux elles servent de paravent à tous les impérialismes. Si la bombe A avait explosé au temps de Marx, il en aurait déduit un livre de preuves supplémentaires de la valeur du communisme libérateur de la dignité humaine. Malheureusement les bombes de Khrouchtchev n'enlèvent rien au communisme théorique qui habille l'impérialisme russe.

Ce « risque calculé », il faudrait bien que nous, libertaires, nous en fassions le tour dans toutes les manifestations où nous le reconnaissons. Lutter contre un communisme, un socialisme, un libéralisme qui sont et ne peuvent plus être que théoriques n'est peut-être plus la bonne solution. Nous pourrions alors diriger notre action vers d'autres buts qu'une contradiction idéologique. Nous pourrions rechercher le respect de l'homme par d'autres moyens.

Sinon, les communistes, les socialistes en peau de tambour, les puissances impérialistes nous conduiront un peu plus rapidement vers le gâchis que les explosions atomiques permettent de prévoir : atmosphère pollutée, climats bouleversés transformant les possibilités traditionnelles d'alimentation des hommes et créant des famines prodigieuses et des troubles politiques immenses, industries atomiques fourmillant à la suite des expériences militaires et produisant des quantités de déchets atomiques astronomiques quant à leur nocivité, naissance d'une caste de savants et de techniciens supérieurs méprisant l'homme ou l'ignorant et dont seront exclus les repentants et les renégats, même s'ils ont fourni, comme Oppenheimer, des preuves éclatantes de leur criminalité scientifique, qui seront les maîtres d'une immense classe d'esclaves républicains - communistes - libéraux - croyants faisant grève vingt-quatre heures de temps en temps.

Jean PIGNERO

réussissent tout juste à maintenir les avantages acquis, contrebattus qu'elles sont par la hausse continuelle des prix. Certes, elles sont nécessaires et doivent être **maintenues**, mais leur efficacité est conditionnée par les revendications de structures qui visent à modifier le caractère des classes et parmi ces revendications de structures, il n'en est pas de plus urgente à populariser que « **le rétrécissement de l'éventail des salaires** » et « **l'intégration de toutes les primes au montant du salaire horaire** ».

Maurice JOYEUX

NOTRE ENQUETE

Pendant deux mois les réponses nous sont parvenues au rythme de plusieurs par jour. Nous remercions tous nos correspondants et nous pensons qu'ils nous excusent si nous n'avons pas donné plus tôt des nouvelles de cette enquête : nous aurions souhaité un nombre encore plus important de lettres, pourtant le dépouillement de celles que nous avons reçues nous a pris quelques semaines.

Que contenaient ces lettres ? D'abord les quelques canulars inévitables : dans ces circonstances il se trouve toujours deux ou trois plaisantins pour donner libre cours à leur verve humoristique, parfois sympathique, parfois médiocre. Ne les accablons pas, ils égaient notre travail.

Et puis surtout des analyses réfléchies, des suggestions jetées à la hâte, pêle-mêle, des offres de collaboration, des critiques parfois amicales, parfois violentes, des encouragements et des reproches. Tout le dossier est transmis à nos militants; notre Congrès décidera des améliorations à apporter.

Certains de nos correspondants seront déçus. Qu'ils pensent qu'une partie des améliorations possibles dépend de nos moyens et que nos moyens dépendent du soutien que nous apportent nos lecteurs. Qu'ils aident à l'accroissement du nombre des abonnés, à la diffusion du journal : ils nous permettront de l'améliorer; qu'ils rejoignent les groupes de la Fédération Anarchiste : ils participeront à ces améliorations.

LE MONDE LIBERTAIRE

Le 17e Congrès annuel de «Sat-amikaro»

Le 17ème Congrès annuel de « SAT Amikaro » qui a eu lieu à Tours et réunissait 65 délégués des différentes régions de France, a achevé ses travaux.

Parmi les importantes et solennelles décisions qui ont été prises, concernant l'Esperanto, retenons particulièrement celles qui intéressent tous les hommes libres.

Le Congrès a d'abord décidé de tout mettre en œuvre pour propager au maximum l'étude et l'usage de l'Espéranto, véritable et indispensable lien fraternel pour une meilleure compréhension entre les hommes.

Le problème des relations avec les diverses Associations Esperantistes, à l'échelle des Régions linguistiques a permis de montrer la totale efficacité de la langue : en effet, grâce à l'Esperanto, ces groupements de nationalités différentes, poursuivent la lutte commune pour la propagation des idées émancipatrices, la lutte pour la paix et la concorde.

Pour aplanir les difficultés que rencontrent les travailleurs du Marché commun dans la lutte pour les revendications sociales, lutte rendue plus difficile par les barrières linguistiques, le 17ème Congrès préconise aux différentes Associations Syndicales, d'adopter l'étude et l'usage de l'Espéranto, solution plus efficace, plus rationnelle et plus économique que l'utilisation empirique et onéreuse d'une multitude d'interprètes.

Le 17ème Congrès a rappelé que le Camp de Camping de Vallon d'Arc (Gard) mis à la disposition des campeurs étrangers permet à ceux qui sont espérantistes de pouvoir s'exprimer en Espéranto, langue universelle.

A l'issue du Congrès, sur 11 candidats présentés, un a obtenu par tirage au sort d'être envoyé aux frais de SAT Amikaro, au Congrès Universel de SAT à Vienne, qui aura lieu au mois d'août 1962.

Le Congrès a envisagé de contacter la Fédération de la Libre Pensée en vue de l'acceptation par la maison de retraite des vieux travailleurs libre-penseurs-espérantistes, et de l'aide éventuelle à apporter à cette œuvre.

NB. — Camping Pentecôte 62 à Nemours (S.-et-M.)

Réforme de l'Enseignement et Syndicalisme Universitaire

L'enseignement secondaire en péril

On a entendu la fameuse cloche qui « pleure les morts, apelle les vivants, brise la foudre ». Les Barbares campent dans la Cité. Et s'ils n'ont pas encore surpris la vigilance des derniers défenseurs du Temple et de la Citadelle, c'est qu'en gravissant le Mont Capitolin, ils ont réveillé les... « oies sacrées ».

Le combat d'arrière-garde pour la défense de l'Enseignement secondaire groupe dans les tranchées, des résistants que n'animent aucune pensée commune, qui ne parlent pas le même langage, mais les tirs convergent vers le même but.

Des conservateurs traditionalistes organisent l'insurrection. La société des agrégés — qui s'apparente à la vieille Académie ou à l'Université médicale proscrivant les humanistes et les hérétiques — a lancé le mot d'ordre : Constitution du Comité de Défense de l'Enseignement Secondaire.

Des amis qui souffrent comme nous de cette automation généralisée, fabriquant des robots pour l'industrie et des partisans et des docteurs pour la politique, voient dans les réformes structurelles de l'Enseignement un moyen de réduire encore dans la formation de la jeunesse, la part de la culture désintéressée et de l'esprit de libre examen.

Enfin, des révolutionnaires «conséquents» animés par une opposition systématique et intransigeante au régime et au gouvernement, condamnent par principe toute réforme et par un paradoxe déconcertant rejoignent les défenseurs de la vieille bâtisse qu'ils veulent détruire et que tout « aménagement », d'après eux, maintiendrait sur ses fondations.

De quoi s'agit-il ? Les enfants et les adolescents ne seront soumis légalement à l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans qu'en 1967. Mais déjà, dans les grandes villes —et particulièrement dans la Région parisienne — le fait — comme toujours — a précédé la consécration légale. La grande majorité des élèves attendent, au moins jusqu'à 16 ans, l'entrée dans la population active et salariée. Les effectifs scolaires ont monté de 4.300.000 en 1949 à 5.500.000 en 1951, à 6.500.000 en 1960. Les gouvernants et les législateurs ont attendu pour sentir l'urgence d'une politique de constructions scolaires que la foule des petits encombre les couloirs et les rues.

Mais parallèlement à cette montée générale, la clientèle des établissements du Deuxième degré connaît un accroissement plus régulier et plus significatif. Depuis l'institution du lycée gratuit, les effectifs des lycées et collèges publics montèrent de 243.000 en 1925 à 496.000 en 1955 (les établissements secondaires privés de 103.000 à 373.000 élèves). Mouvement qui s'est encore accéléré et notablement alourdi depuis 1955.

Tandis que les anciennes écoles primaires supérieures se transformaient en collèges modernes, puis en lycées, les cours complémentaires — d'abord simple prolongement des classes primaires — devenus depuis un an : collèges d'enseignement général, *bénéficient d'un accroissement de clientèle relativement beaucoup plus lourd que celui des effectifs secondaires.*

Depuis longtemps, on tentait de réaliser « La démocratisation de l'Enseignement ». Mais l'Ecole unique, même d'étude pour les réformateurs de l'Enseignement les plus qualifiés — slogan de propagande électorale pour les politiciens de gauche — ne se conçoit que par une parfaite égalisation des classes à la base. *Il faut donc un enseignement élémentaire commun, et une orientation s'étendant sur tout un cycle scolaire (4 années dans le projet de la C. G. T. en 1933 et les conclusions de la commission Langevin - Vallon de 1945), maintenant des disciplines communes en des locaux communs et rejetant en fin du cycle — soit à l'âge de 14 ans au minimum — les sélections, différenciations et options.*

Voilà le principe du fameux « tronc commun », qui s'oppose évidemment à la pratique de l'orientation définitive à 11 ans des enfants sélectionnés pour constituer l'élite; ceux qui entreront au lycée, pour apprendre le latin et le grec et atteindre le sommet des mathématiques supérieures et de la sagesse éternelle.

Or, c'est contre cette idée que depuis longtemps, et avec plus de virulence depuis que l'on a tenté l'application, se dressent tous les représentants du secondaire (à l'exception d'une petite minorité qui semble s'amenuiser chaque année). Le syndicat de l'enseignement secondaire, au sens de la Fédération autonome, n'a pas cessé de réclamer la suppression ou — à titre transactionnel — la limitation du tronc commun, du cycle d'orientation, à 1 an puis à 3 mois. Par une ironique contradiction, il s'affirme en principe, partisan du projet Langevin. Ce n'est pas demander le plus pour avoir le moins — c'est au nom du... « plus » rétrécir de plus en plus le « moins ».

Pour des raisons pratiques et matérielles, beaucoup plus que théoriques, on a décidé qu'à partir de septembre 1962, pour l'Enseignement moderne et technique, on unifierait tous les programmes des lycées et collèges et que la sélection vers l'enseignement long et la préparation du baccalauréat se fixerait au niveau de la 3e, c'est-à-dire à l'âge de 14 ou 15 ans. On veut même verser dans les collèges d'enseignement général, le « trop plein » des 6e modernes des lycées.

«Mais isoler les élèves du classique, c'est une mesure anti-démocratique et donc déplorable, a-t-on dit au syndicat de l'Enseignement secondaire.» Très juste. Seulement, il est encore plus anti-démocratique et plus déplorable d'isoler — dès l'âge de onze ans — tous les élèves destinés à l'enseignement long.

∴

Ce n'est pas un débat technique sur la réforme de l'Enseignement que nous voulons engager ici. Mais nous ne sommes pas animés ni par l'esprit de corps, ni par notre attachement au syndicalisme des instituteurs. Les professeurs des collèges d'enseignement général ont tendance à oublier leur origine primaire et leur particularisme a abouti à la constitution d'un syndicat de catégorie, condamnable en son principe. Si le syndicalisme des instituteurs reste historiquement à la base du syndicalisme universitaire, il ne le contient pas tout entier.

Nous n'accordons pas aux maîtres primaires toutes les vertus pédagogiques, laïques et sociales. Nous comptons parmi les professeurs de lycées, des amis qui individuellement se sont révélés des militants hardis et courageux.

Que l'on veuille bien ne pas nous attribuer gratuitement la vanité du demi-savant, du « manœuvre spécialisé » (sic !), de l'Université, qui méprise les techniciens. Nous souffrons encore de l'insuffisance de notre formation intellectuelle.

Ce que nous n'admettons pas à priori, c'est la supériorité du secondaire, quant au développement de la culture désintéressée et de l'esprit de libre examen. Les secondaires n'y ont pas le monopole non plus. Et si — selon le mot de Jaurès — « on n'enseigne pas ce que l'on veut, pas même ce que l'on sait, mais seulement ce que l'on est »..., il faudrait justifier la supériorité de ce que l'on enseigne par la supériorité de ce que l'on est.

Et il faudrait généraliser, afin de ne pas fonder un jugement de valeur sur des cas exceptionnels. Comparer l'évolution depuis 1905 de la majorité des instituteurs et de la majorité des professeurs. Apprécier au sein des deux groupes les succès respectifs des théories les plus offensantes pour l'esprit humain, du jésuitisme noir au monarchisme maurrassien, puis au fascisme, enfin au totalitarisme soviétique.

Il est vrai que la culture ne se mesure ni à l'acquisition de connaissances, ni à la sûreté des automatismes — qu'elle est ce qui reste, quand on a tout oublié »..., c'est-à-dire la curiosité intellectuelle perpétuellement insatisfaite, l'inquiétude solitaire, la volonté d'agir pour comprendre, d'agir lorsqu'on a compris et parce que l'on a compris. Et la véritable solution ne s'opère pas selon des normes arbitraires, des observations localisées dans le temps où rien n'est encore formé, des critères archaïques, des privilèges sociaux.

Durkheim observait judicieusement que si l'on ne peut contester l'éternel rayonnement du miracle que, on ne peut apparenter l'humanisme gréco-latin à l'opposition au despotisme. Car la culture classique compte toujours comme partisans intransigeants, les plus zélés défenseurs du sabre et du goupillon.

Ce qui est le plus navrant en cette affaire, c'est la prise de position de nos camarades de l'Ecole Emancipée, qui ont souvent soutenu les plus saines traditions du syndicalisme révolutionnaire.

C'est au nom de la Révolution qu'ils cautionnent la résistance du « mandarinat » secondaire. Sans doute, auraient-on accepté leur intransigeance, s'ils avaient rejeté le principe d'une « démocratisation de l'enseignement » aboutissant à décapiter la classe ouvrière, en favorisant l'évasion de ses meilleurs éléments. Mais alors, il faudrait se désintéresser totalement de l'enseignement long réservé à l'aristocratie bourgeoise.

On ne pense pas cela. On ne dit pas cela. On proclame qu'il faut d'abord abattre le régime et le gouvernement. D'autres moins révolutionnaires et aussi politiques préparent fièvreusement des élections salutaires.

Ici, l'héroïsme révolutionnaire potentiel s'accorde fort bien avec un opportunisme un peu démagogique. En attendant qu'une révolution momentanée ou qu'une majorité parlementaire liquide les vainqueurs du 13 mai 1958 conservons des institutions établies depuis des siècles... Si l'on ne connaissait la sincérité de nos camarades, on craindrait de retrouver le mandarin sous le révolutionnaire... ou même d'entrevoir sous le révolutionnaire d'aujourd'hui, le mandarin, le technocrate ou le chef de demain.

Roger HAGNAUER

PROCES SALAN OU PROCES DE L'ARMEE

(Suite de la première page.)

Cela ne ressemble-t-il pas étrangement au régime qui n'a cessé de régner outre-Méditerranée où l'arbitraire était la règle et où nombre de journaux (dont le nôtre) étaient systématiquement interdits ?

Qu'en pense Salan ?

Rien ! ou plutôt il exalte cette époque de « pacification qui faisait notre fierté » **et il dit ailleurs :** « La fraternité l'avait emporté ».

Une fraternité qui passait par la villa Susini, le supplice de la baignoire et de la magnéto.

C'est là sans doute ce qu'il nomme « faire rayonner la France ».

Mais encore une fois, dans cette enceinte, nul n'a songé à évoquer l'armée et ses tortionnaires, sur ce point l'on pouvait être assuré de la discrétion de tous.

Président, avocat général, avocats, témoins et prévenu, tous plus ou moins coupables, tous plus ou moins complices de cette armée dont ils blâment les effets en en chantant les gloires, ont observé cette loi du silence qui est celle du milieu.

La conclusion c'est un témoin qui me l'apporte, aussi maladroit que cynique, aussi bête que politicien :

« Non, le peuple français n'a pas été chic pour l'armée, il n'a pas été loyal à l'égard de cette armée ».

Ainsi pour Fréderic-Dupont comme pour les autres acteurs de cette bouffonne tragédie, ce n'est pas l'armée comme on le prétend, qui est au service du peuple, mais le peuple qui est au sien et qui doit se tenir à la merci des états-majors d'apprentis dictateurs.

MAURICE LAISANT

Capitalisme d'Etat et révolution

(Suite de la première page.) Bakounine, qui avait prophétisé que le « socialisme scientifique » aboutirait au mieux à ce capitalisme d'Etat, Bakounine donc opposait un projet véritablement humain : « La future organisation sociale doit être faite seulement de bas en haut, par la libre association et fédération des travailleurs dans les associations d'abord, puis dans les communes, dans les régions, dans les nations, et finalement dans une grande fédération internationale et universelle, c'est alors seulement que se réalisera le vrai et vivifiant ordre de la liberté et du bonheur général, cet ordre qui, loin de renier, affirme au contraire et met d'accord les intérêts des individus et ceux de la société. »

L'expérience a montré que ces conceptions radicalement contraires à toute idée hiérarchique étaient les seules réellement révolutionnaires, les seules dont l'application pourra mettre fin à l'exploitation de l'homme.

Georges MANCEAU

VIE DE LA FEDERATION

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE
Association pour l'Etude et la Diffusion des Philosophies Rationalistes
Dimanche, 10 Juin 1962
à 14 h. 30
Immeuble municipal, rue Gambetta
à MACON (Saône et Loire)

AFFICHAGE

Nous demandons aux camarades de Bayeux, Rouen, de veiller aux endroits où ils collent le journal. Des plaintes nous ont été adressées et nous risquons une forte amende. Merci.

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL. — *Attention*, avant le Congrès réunion du Groupe mercredi 6 juin à 21 heures local de Montmartre (110, passage Ramey, Paris, 18e).

ORDRE DU JOUR. — 1. Discussion sur les motions présentées au Congrès. — 2. Le Monde libertaire. 3. Divers.

Groupe d'Etudes et d'Action Anarchistes. — Permanence 3, rue Ternaux, Paris, 11e. Permanence de 15 h. à 19 h. à cette adresse chaque samedi.

UNION DES GROUPES ANARCHISTES COMMUNISTES. — *Permanence tous les samedis de 14 h. à 18 h. ou écrire Francis LEMOINE, 3, rue Ternaux, Paris 11e.*

Groupe LES AMITIES INTERNATIONALES. — Réunion du groupe chaque samedi, à 17 heures, 3, rue Ternaux, Paris (11e).

Groupe libertaire « Les Egaux » (personnel de la Sécurité Sociale). — S'adresser 3, rue Ternaux, Paris (11e).

ASNIERES — Groupe Anarchiste : Salle du Centre administratif (deuxième et quatrième mercredis).

MAISONS-ALFORT ET ENVIRONS. — Groupe Anarchiste, réunion chaque samedi. Renseignements au siège, 3, rue Ternaux, Paris (11e).

AIX-EN-PROVENCE. — Groupe libertaire. — S'adresser à José Barrachina, Clos des Fleurs, Bt. A, 41, avenue P.-Solari.

LILLE. — Groupe anarchiste « La Commune Libertaire » : C.N.T., S.I.A., espérantistes-révolutionnaires. S'adresser à : Paul DESIETER, rue Boucher-de-Perthes, 6, cité de la Digue, Lille (Nord).

CHANGEMENT D'ADRESSE

Henri Walraeve, 8, rue des Aubépines, Lambersart (Nord).

GROUPE LIBERTAIRE DE SAINTES. — Prière de prendre contact avec le camarade Georges Auzanneau, route de Marennes, à Saintes.

GROUPE ANARCHISTE DE COMMENTRY. — Animateur Louis Malfant, Bd Dambourg, à Commentry (Allier).

GROUPE ANGERS - TRELAZE. — Réunion deuxième mercredi du mois à 20 h. 30 au lieu habituel. Bibliothèque et librairie.

GROUPE LIBERTAIRE DE GIVORS. — Pour tous renseignements s'adresser à G. Dartois, Chemin des Charmes, à Grigny (Rhône).

LYON, GROUPE ELYSEE-RECLUS. — Permanence tous les samedis de 17 à 19 h., Café Bon Accueil, 21, rue de Bonnel, Lyon (3e). Adresser toute correspondance au secrétaire AVIAS Raoul, 56, rue Pierre-Lémerd à Oullins (Rhône).

BORDEAUX. — Groupe Anarchiste « Sébastien-Faure » : S'adresser à Joachim Sallamero, 70, rue Lecocq, Bordeaux.

CARCASSONE. — Groupe Han Ryner : Francis Dufour, 51, rue de la Tour-d'Auvergne, Carcassonne (Aude).

NANTES. — GROUPE FERNAND-PELLOUTIER. — S'adresser à MAHE Serge, 157, Chemin Camaret, Nantes.

GROUPE ANARCHISTE DE MARSEILLE - CENTRE. .. Réunion tous les lundis, de 18 h. 30 à 20 h., 12, rue Pavillon, 2e étage.

CONGRES ANNUEL
de la
Fédération Anarchiste
à
MACON
les 9 - 10 - 11 juin prochain
à l'Immeuble municipal - rue Gambetta
Pour tous renseignements s'adresser 3, rue Ternaux, Paris (XI), à la Fédération Anarchiste

RALLYE-CAMPING
ET FETE CHAMPETRE (le dimanche)
avec
Le GROUPE ANARCHISTE D'ASNIERES
et le GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL
Vendredi 22 juin (après le travail)
Samedi 23 juin
Dimanche 24 juin prochains
à SAINT-NOM-LA-BRETECHE

Rire, entrain, joie, chants, danses, ambiance très fraternelle ont été invités

RENSEIGNEMENTS

Départ des trains GARE ST-LAZARE (en semaine, trains très fréquents), mais pour le dimanche 24 juin, départ à partir de 8 heures 24 le matin, ensuite départ toutes les demi-heures jusqu'à 15 heures 54 (après cette heure départs plus espacés).

Pour le retour à PARIS, départ toutes les demi-heures environ.

La gare de St-Nom-La-Bretèche se trouve en pleine forêt. A la sortie de la gare, le parcours qui conduit au lieu de la rencontre sera fléché (F. A.) — Ce parcours est très court.

Au guichet du départ, demander un billet « Bon dimanche ». Vous obtiendrez une réduction très appréciable.

Les camarades et amis venant en voiture, prendront la direction de la gare de St-Nom-La-Bretèche et d'où ils pourront suivre les flèches.

Les militants installeront des tentes supplémentaires, refuge appréciable en cas de pluie ou de vent, mais le beau temps sera de la fête, nous l'espérons.

L'ASSEMBLEE GENERALE
de la Société Coopérative
LIBRAIRIE PUBLICO
se tiendra le dimanche matin 10 juin 1962, à 9 heures, Immeuble Municipal, rue Gambetta à Mâcon (Saône-et-Loire)

PRES DE NOUS

Le *Cahier 65 des « Amis de Han Ryner »* contient une contribution à la fois historique : celle de Han Ryner à la campagne de libération d'E. ARMAND, qui vient de disparaître après une longue vie militante. Ces choses, qui datent de 40 ans, nous replacent devant les juges militaires, les gouvernements et les lois.

MANIFESTATION « LA BARRE »
Dimanche 1er juillet, à 10 heures, à Abbeville (Somme)
sous la présidence de R. Gaudin, délégué national de la Libre-pensée
Maurice JOYEUX prendra la parole au nom de la F. A.

Tous les camarades qui assistèrent à cette même manifestation en 1961, se souviennent du succès remporté par celle-ci avec la participation des groupements d'avant-garde.

La Fédération Nationale des Libres Penseurs, la Fédération de la Libre Pensée de la Somme et le Groupe La Barre composant le Comité d'Organisation désire renouveler ce succès avec les mêmes Organisations.

Dans le cadre de la Commémoration du supplice du Chevalier La Barre, victime de l'intolérance religieuse, le Comité d'Organisation entend démontrer par cette magistrale manifestation, et ce sera là le thème que « *La bataille continue contre le cléricalisme et le fascisme* » pour la sauvegarde de la laïcité et des libertés que l'empiètement du cléricalisme et la montée du fascisme ouvrent la voie à la plus effroyable des réactions. Cette commémoration contre un crime d'Eglise coïncide avec les diverses manifestations de nos camarades espagnols et portugais en lutte pour leurs libertés contre les régimes fascistes et par cette descente sur le pavé abbevillois, ce sera leur apporter le plus bel hommage.

GRANDES REUNIONS PUBLIQUES ORGANISEES PAR LA LIBRE - PENSEE
Tournée **Aristide LAPEYRE**
à *Cavaillon*, le 4 juin à 21 heures (1).
à *Arles*, le 5 juin à 21 h. (1).
à *Martigues*, le 6 juin à 21 h. salle du Grès.
Sujet : NON, DIEU N'EXISTE PAS !
(1) Consulter les journaux pour le lieu et les titres des conférences.

Manifestation du Souvenir organisée par la Libre-pensée
Dimanche, 17 juin 1962
à 11 h., place Humbert, près de la statue Etienne Dolet
à 16 h., à Montmartre, au socle du Chevalier de La Barre (rue St-Eleuthère, sur la butte)

Imprimerie des Gondoles (S.A.R.L. au capital de 10.000 NF) 4 et 6, rue Chevreul. Tél. BEL 27-73 Choisy-le-Roi (Seine)

Le directeur de la publication, Maurice Laisant.

CLINS D'ŒIL

Le pape Jean XXIII dans l'encyclique « Mater et Magistra » a défini la nouvelle doctrine sociale de l'Eglise.

Car il paraît que l'Eglise avait une doctrine sociale.

●

TIENS ! TIENS !

Une suite de ministres (dont monsieur Pflimlin) démissionnent pour les raisons suivantes :

«Entre les conceptions du général de Gaulle sur l'orientation et les objectifs de la politique européenne et les idées auxquelles ils sont pour leur part attachés, la conférence de presse a fait apparaître des divergences essentielles qui ne leur permettent pas de demeurer au gouvernement.»

Les idées auxquelles un Pflimlin est attaché ! Non redis moi ça, c'est trop beau.

●

AUTOCRITIQUE

Mardi 8 Mai au cours de son ineffable émission, le sieur Jean Nocher a vitupéré comme ils le méritent, ceux qui parlent pour ne rien dire et qui rabachent des idées toutes faites.

Ça c'est tapé ! Espérons que Jean Nocher était à l'écoute pour l'entendre.

●

ON NE LUI FAIT PAS DIRE

Notre sémillant et désintéressé président du Conseil s'est, lui aussi, servi de la radio et a laissé tomber ces paroles :

«Le tempérament anarchique des Français trouve un contre-poids naturel dans l'autorité de l'Etat.»

Nous lui savons gré de son estimation de la mentalité de nos concitoyens et lui laissons toute la responsabilité de l'image de contrepoids qui évoque immarquablement celle de lourdeur.

Un contrepoids mort en quelque sorte.

LES ANARCHISTES D'ARGENTINE (F.O.R.A.) SE PRONONCENT

SUR LE REGIME CUBAIN

Au cours de son Congrès tenu en décembre 1961 la F. O. R. A. a examiné les conditions du développement du régime castriste. Voici les passages les plus significatifs de la résolution qui fut adoptée.

« CONSIDERANT :

— que la lutte contre le sanglant régime de Batista et la déroute de ce dernier fut l'œuvre des combattants qui luttèrent dans toute l'île...

— qu'en un premier effort novateur la Révolution mit en chantier des transformations économico-sociales de caractère émancipateur...

— qu'ensuite les frères Castro, Guevara, etc.... s'empressèrent d'éliminer tous les hommes qui après avoir lutté contre Battista voulaient faire obstacle à leur dictature naissante...

— que les communistes, après avoir été complices du gouvernement Battista, contre la Révolution, s'approprièrent les postes-clés et dictèrent finalement leur volonté à Castro.

— que le processus d'étatisation de tous les secteurs économiques a enlevé toutes autonomie et possibilité de libre expérience aux organisations qui devaient transformer profondément le pays (agriculture, ravitaillement, distribution, etc.) et a étouffé l'essence même des coopératives...

— que Castro et sa camarilla imposèrent un régime de terreur pour liquider physiquement ceux qui n'acceptaient pas son ingérence...

— que toutes les libertés fondamentales de presse, de parole, de réunion, d'association furent détruites et que des milliers de Cubains qui luttèrent contre Battista furent soumis à des traitements inhumains, obligés à l'exil, exécutés sans jugement ni défense, que les crimes du gouvernement furent entérinés par des assemblées délirantes intoxiquées par la haine, appliquant une sorte de démocratie directe démentielle.

— qu'un régime d'espionnage et de délation s'est installé par l'intermédiaire des comités de vigilance qui ont envahi la rue, les maisons, les boutiques, les lieux de travail et les écoles.

— que les milices ont été converties en forces de répression, les écoles en centres d'endoctrinement, les universités en foyers de propagande communiste...

— que le peuple cubain a pleinement le droit de lutter pour évincer le despotisme castriste en même temps que les forces réactionnaires...

— que la solidarité des peuples américains doit s'exercer pour libérer le peuple cubain et empêcher qu'il ne retombe sous la coupe des U. S. A., qui ont indiscutablement leur part de responsabilité dans la situation actuelle...

— que la libération des peuples d'Amérique ne se fera que par la voie qui mène à la liberté et non à l'esclavage, que par des organismes populaires et non par un parti unique, que par la participation active de toutes les forces avides de reconstruire la société et non par une camarilla se disant révolutionnaire...

— qu'il appartient aux libertaires de revendiquer le droit des peuples à s'émanciper à la fois de la réaction capitaliste et des mystificateurs qui se disent socialistes...

Le 5e Congrès de la F.O.R.A. décide :

1°. — De ratifier la position adoptée par l'organisation face à la révolution cubaine.

2°. — De reconnaître que cet Etat est tombé dans l'orbite soviétique par la trahison de Castro.

3°. — D'appuyer les forces du peuple cubain qui veulent libérer leur pays du despotisme castriste.

4°. — De combattre la propagande des agents du régime totalitaire qui a trompé les espérances du peuple cubain et de tous ceux qui ont salué la chute du dictateur Battista.

5°. — De combattre les forces réactionnaires qui luttent à l'intérieur et à l'extérieur de Cuba pour rétablir les privilèges, justement supprimés par le premier élan révolutionnaire, et pour réinstaller un régime rétrograde qui changerait seulement le signe du despotisme.

6°. — D'intensifier le travail d'information à partir de sources dignes de foi.

7°. — D'appuyer les mouvements et campagnes tendant à empêcher de nouvelles exécutions, à obtenir un traitement plus humain pour les emprisonnées, à exiger le respect du droit d'asile.

8°. — D'exprimer sa plus fraternelle solidarité aux compagnons libertaires dont la lutte contre toutes les dictatures et régimes de corruption subis par Cuba fut exemplaire et qui, en ces heures tragiques, soutiennent sans défaillance les principes de justice et de liberté qui guidèrent toujours leur conduite.»

(D'après « Voluntad », Montévidéo, janvier 1962

(Traduit de l'espagnol par G. A. I.)

N.D.L.R. — *Vous trouverez d'autres articles sur Cuba dans les numéros 74 et 80 (novembre 61 et mai 62) du MONDE LIBERTAIRE, ainsi qu'une bibliographie d'articles parus précédemment dans le n° 71 (juin 1961).*

Le « Réveil Anarchiste » de Genève a dû interrompre sa parution. C'est avec plaisir que nous proposons à nos lecteurs quelques uns des articles préparés pour le numéro qui n'a pas vu le jour.

Paix sociale en Espagne

Quand ils ont interdit les publications des exilés espagnols en France, de Gaulle et ses ministres savaient très bien qu'ils favorisaient les fascismes de la péninsule ibérique ; ils savaient aussi que le peuple espagnol avait besoin de l'appui de ses frères exilés et souvent plus favorisés. En mettant en pratique le cynisme de Foster Dulles (« Nous n'avons pas d'amis, nous n'avons que des intérêts »), ils ont prouvé qu'ils étaient solidaires du régime issue de l'équipée hitlérienne.

Les bagnes espagnols regorgent de combattants de diverses tendances qui témoignent sans cesse de la volonté de libération de tout un peuple.

Dernièrement l'offensive contre-révolutionnaire s'est abattue plus spécialement sur les militants de la C. N. T.; répression particulièrement répression particulièrement dure à Madrid, en Catalogne et aux Asturies : des centaines d'hommes appréhendés. Certains furent relâchés quelques jours plus tard, mais les détenus, après des interrogatoires dignes de la Sainte Inquisition, furent jugés en conseil de guerre. Si dans certains pays les tribunaux militaires ont été institués pour acquitter, en Espagne leur rôle est de condamner.

Ces hommes ont donc été condamnés pour « délit contre la forme du gouvernement actuel », pour avoir « organisé » la C. N. T., pour avoir « édité ou distribué le journal « CNT » ou diffusé une propagande anarchiste ». Les tribunaux franquistes précisent que ces hommes sont « inculpés de propagande illégale », que leurs actions « relèvent des indices rationnels de criminalité », qu'en conséquence on décrète « leur emprisonnement provisoire inconditionnel », « qu'ils devront déposer la somme de 25.000 pesetas pour assurer les responsabilités pécuniaires causées par leur arrestation et les frais de justice » et « qu'on procèdera à la saisie de tous leurs biens ».

Est-il besoin de souligner le caractère hautement « démocratique » du régime franquiste ?

— absence des libertés d'association, de réunion, de propagande...

— aspirer à un régime de liberté est considéré comme « rationnellement criminel » et un tel délit est jugé « spécialement ».

— les accusés condamnés antérieurement à des peines graves devront accomplir ces peines et les condamnations dont ils viennent d'être l'objet. Autrement dit ils perdent tout espoir de liberté pendant que le régime existera.

— alors que leurs biens sont saisis les accusés doivent fournir une somme considérable, même pas pour être mis en liberté provisoire, mais pour couvrir les frais de procès.

⁂

En fait ces hommes sont coupables !

Coupables de ne pas accepter que leur sol devienne une rampe de lancement pour les fusées d'Adenauer ou de Kennedy, que leur sous-sol soit exploité au profit du capitalisme britannique, que leurs administrations soient aux mains de comtes, de marquis ou de ducs. Coupables de refuser l'aumône intéressée du capitalisme yankee, de refuser d'être les valets du Vatican. Coupables de ne plus admettre que leurs enfants mendient nus ou en guenilles, de ne plus vouloir être une curiosité pour touristes en quête de sensations fortes ou de souvenirs de vacances.

Ils veulent que l'Espagne cesse d'être en Europe le tableau noir couleur de deuil, de soutane et de taudis, et rouge couleur de sang. Que ceux qui pensent que les libertaires espagnols agissent sous l'empire du nationalisme se détrompent enfin, car la tactique révolutionnaire change en fonction des caractéristiques de chaque nation.

Il n'est pas trop tard pour détruire le joug qui opprime le peuple espagnol. Il est temps que le sang qui coule goutte à goutte ou à flots, suivant l'humeur de Franco et de ses acolytes, cesse de n'être que le prétexte à lamentations et à critiques vaines, le détail révoltant que l'on sort le dimanche entre amis pour jouer à l'humaniste.

Il est grand temps d'en finir avec les phrases préfabriquées, les réunions de café et l'immobilisme, facteurs déterminants de la survie du régime franquiste. Le jour où tous, jeunes et moins jeunes, nous aurons cessé de n'être que des antifascistes de salon, où nous serons décidés à organiser notre défense face aux violences réactionnaires, alors une nouvelle page sera tournée pour le fascisme international. Ce jour-là seulement nous montrerons au monde entier que la « paix sociale » de Franco est mensongère, qu'elle n'est que la « paix des prisons et des cimetières ».

FEDERICO RUIZ

SOLIDARITE OUVRIERE

ANTIFASCISTE

A SAIN-ETIENNE

Le 6 mai, sous la présidence de Georges Folcher de S. I. A. (Solidarité Internationale Antifasciste) la « Table Ronde Syndicaliste » de la Loire, animée par Jean Duperray, organisa avec le concours de S. I. A. et du C. A. R. E. (Comité d'Aide à la Résistance Espagnole) un meeting de solidarité antifasciste à l'occasion du 31e anniversaire de la république espagnole, avec la participation comme orateurs de Rodolfo Llopis (mineur U. G. T.), de Jean Cassou du C. A. R. E. et de Federica Montseny de la C. N. T. E. A l'issue de ce meeting dont le succès étonna la presse régionnale, une motion fut adoptée, comportant :

— en premier point une « adresse des travailleurs de la Loire aux travailleurs espagnols antifranquistes », adresse soulignant l'importance prise par ces derniers dans la lutte antifasciste des peuples de l'Europe occidentale pendant les trente années qui viennet de s'écouler ;

— en second point une résolution affirmant les relations étroites qui existent entre le franquisme, l'O. A. S. et le fascisme international.

Soulignons surtout que pour ses promoteurs cette motion ne constitue pas une fin, mais un commencement. Les organisations ouvrières adhérentes à la « Table Ronde Syndicaliste » considèrent leur initiative dans le cadre départemental comme un premier pas, chacune devant s'efforcer d'entraîner les fédérations et confédérations auxquelles elles appartiennent.

Il va de soi que la lutte doit prendre de l'empleur et conduire à des actions concrètes si, comme l'écrit ci-contre un camarade résidant en Suisse, nous voulons que l'antifascisme soit autre chose qu'un bruit qui court.

SOLIDARITE AVEC LES GREVISTES D'ESPAGNE

Entre autres manifestations de solidarité effectuées à Paris en faveur des grévistes d'Espagne, nous devons signaler des démonstrations, notamment le vendredi 11 mai, devant le consulat (bd Maleshcrbes) et l'ambassade franquistes (av. George V).

Ces démonstrations, dues à l'initiative des Jeunesses Libertaires et avec le concours des jeunes socialistes, syndicalistes et étudiants, se sont heurtées à de puissants effectifs policiers. Cela n'a pas empêché les manifestants de faire entendre — devant le consulat — des cris hostiles à la dictature, ensuite ils brisèrent les carreaux en bombardant d'œufs et de projectiles la façade de l'édifice. Devant l'ambassade, les mesures de sécurité étaient plus importantes encore, et le cortège, après avoir parcouru l'avenue George V, depuis les Champs-Elysées, en scandant des slogans antifranquistes, fut dispersé par l'intervention brutale des policiers.

Il y a eu plus d'une treintaine d'arrestations pour vérification d'identité.

*

D'autre part, les grèves d'Espagne ont suscité un intérêt considérable dans les milieux syndicaux. Nombreuses sont les fédérations de toute tendance qui ont publié des messages de solidarité et ont manifesté leur aide matérielle au moyen d'importantes contributions en faveur des grévistes.

Il y a eu aussi à Paris diverses réunions publiques. Nous devons signaler, à cause de son ampleur, celle qui s'est tenue le dimanche 20 mai au Palais de la Mutualité, Répondant à l'appel de l'Alliance Syndicale espagnole (CNT-UGT-STV), des représentants des organisations syndicales internationales, Henri Pattet, secrétaire de la C. I. S. L., et Maurice Bouladoux, président de la C. I. S. C., ainsi que ceux des centrales syndicales françaises : Roger Louet, de F.O., et Duvivier, de la C.F.T.C., dénoncèrent la politique anti-ouvrière du franquisme et affirmèrent leur volonté de venir en aide aux grévistes. Au nom des étudiants français, le secrétaire général de l'U.N.E.F. exprima sa solidarité envers les étudiants espagnols qui, unis aux travailleurs, luttent contre le pouvoir phalangiste.

Notre camarade Roque Santamaria, au nom de l'A.I.T. et en même temps comme représentant de l'Alliance Syndicale espagnole, souhaita que l'opinion internationale suive attentivement l'évolution des événements d'Espagne et fasse tout ce qui est possible pour permettre aux ouvriers d'Espagne de mettre fin à la tyrannie de Franco.

A la sortie de cette réunion, où se trouvaient trois mille personnes environ, le montant de la quête en faveur des grévistes s'éleva à plus de trois mille nouveaux francs.

UNE PAGE D'HISTOIRE

FEVRIER 1902

Grève générale à Barcelone

L'affaire avait commencé deux mois plus tôt lorsque les serruriers, les mécaniciens et les fondeurs de Barcelone décidèrent la grève générale pour obtenir la journée de neuf heures. Rapidement le mouvement s'étendit à plus de 20.000 ouvriers. Les patrons réclamèrent la troupe et le gouverneur envoya la cavalerie. De leur côté, les militants ouvriers ne restaient pas inactifs. Bientôt les ouvriers du port, les charretiers, les ouvriers d'art se rallient à la grève.

Dans toute la Catalogne la solidarité s'organise pour permettre aux ouvriers de Barcelonne de tenir jusqu'à la victoire et ceux-ci repoussent alors la proposition des patrons qui ramenaient la journée de travail de 12 à 10 heures. Valence, Alicante, Saragosse. cotisent pour soutenir le mouvement et le gouvernement sentant le danger décide de passer à la répression. Bonafulla, Térésa Claramunt sont arrêtés et déportés. L'état de siège est proclamé à Barcelone mais la lutte continue. Dès le début de février, les charrons et les employés des premiers tramways électriques rentrent dans la bataille et adhérent à la Fédération ouvrière dominée par les anarchistes. Enfin le dimanche 16 février 1902, les organisations syndicales tiennent 44 meetings à Barcelone. La grève générale est proclamée. Le lundi matin les crieurs de journaux, qui dans la nuit se sont joints au mouvement crient le signal dans la rue. En longues colonnes, les ouvriers vont de fabrique en fabrique, d'atelier en atelier — les travailleurs — débrayent de plus en plus — les conducteurs arrêtent les voitures. A 10 heures, toute la ville est paralysée par la grève devenue générale, plus de 100.000 ouvriers y participent, partout les boutiques sont fermées. Les ouvriers sont maîtres de la ville. C'est alors que le gouverneur civil, impuissant, résigne ses pouvoirs dans les mains du gouverneur militaire qui va faire donner sa troupe. La bataille s'engage, des barricades sont dressées — le mouvement s'étend dans la banlieue de la ville assiégée —. Le 20 février, la grève a gagné Saragosse, Tarragone, Tortosa.

A Barcelone, la lutte a pris un tour violent; on se bat dans les rues, on attaque les couvents, les édifices municipaux... Le 20 des pourparlers ont lieu, les ouvriers, les patrons et le gouvernement. Des pourparlers échouent et la lutte continue. Le gouverneur veut en finir : il fait venir des renforts, décidé à liquider l'insurrection, qui finira par être écrasée. Plus de cent morts, des centaines de blessées, un millier de prisonniers, tel fut le bilan de la tragédie de Barcelone.

Comme de coutume, le Parti Socialiste, empêtré dans ses combinaisons politiques, avait refusé d'épauler les travailleurs en lutte pour la journée de neuf heures, mais ceux-ci avaient trouvé dans la jeune Fédération syndicale l'instrument qui la conduisait vers d'autres luttes. Cette jeune Fédération, dominée par des anarchistes devait devenir la C. N. T. Il nous paraît bon de le rappeler aujourd'hui alors que le peuple espagnol, indomptable, lutte contre ses nouveaux bourreaux.

Suzy CHEVET

LE COIN DES JEUNES

FACE A LA REPUBLIQUE

...173 ans de république !... Mais pour nous édifier, le présent suffit : L'Algérie mise à feu et à sang par les civilisateurs MOLLET et DE GAULLE ! Hommes, femmes, enfants égorgés avec d'ingénieux raffinements de cruauté, et sur le sol même de la « plus douce des patries », c'est la dictature cynique des mouchards et des policiers, invités formellement à l'arrestation des suspects.

...173 ans de république, tachée de sang !... Puis c'est les poteaux d'exécution... Le bon peuple a encore soif et il crie : Fusillez Jouhaud !... En 1785 il criait : « Vive le Roi ».

Qui aujourd'hui n'a pas son âme républicaine ? Depuis l'UNR qui crie :

« DE GAULLE, c'est la république », jusqu'aux communistes :

« DE GAULLE, ce n'est pas la république. »

ALORS, QU'EST-CE QUE LA REPUBLIQUE ?...

C'est l'ignoble institution des politicards flatteurs; c'est le travail régulier et quotidien de sa police, de son armée, qui opèrent d'infâmes besognes. C'est chaque jour, ses juges exerçant leur exécrable métier... Chaque jour, dans SES prisons, on torture, on assassine ignoblement des êtres humains, on exécute. Chaque jour, des milliers d'hommes sont gruges, exploités, spoliés, puis flattés par les bandits capitalistes, dont l'ETAT républicain, avec tout son appareil de puissance — machine à tromper, machine à tuer, machine à torturer — est le fidèle gardien...

Et c'est avec cela, avec cette chose immonde qu'on voudrait que nous nous alliions ?... Oui, admirons l'astuce de la bourgeoisie républicaine et son habileté jésuitique ! Ce n'était pas assez pour elle d'avoir fait SA révolution, établi SON régime politique et SA dictature de classe. Il lui fallait encore démoraliser la classe exploitée, la rendre incapable de l'effort libérateur qui devait balayer d'un seul coup, et le Capital et l'Etat.

Camus disait : « Les hommes d'Europe... ...ils désespèrent de la liberté des personnes et rêvent d'une étrange liberté de l'espèce. »

Et cette « étrange liberté de l'espèce », c'est un prolétariat républicanisé, parlementarisé, confiant dans les vertus de la république et dans ce grand fétiche qu'est l'ETAT ; de bonnes lois, de bons juges, de bons officiers et de bons policiers, assez réalistes pour rejeter à des futurs très lointains tout rêve d'émancipation sociale ; bref, un prolétariat bien domestiqué...

Contre l'abjecte république, nous acceptons la lutte ouverte. Nous savons que nous n'avons rien à espérer d'elle ; nous savons que la bataille sera encore dure et que cela est bon car c'est dans le combat même que nous prendrons ces vertus d'audace, de tenacité, et de solidarité qui permettront pour le mieux du prolétariat d'utiliser pleinement la victoire.

En avant, donc, contre la REPUBLIQUE.

Alain GIROUX

A PROPOS D'UNE POUPÉE

Il y a cinq ans, je jouais à la poupée. Aujourd'hui, à dix-sept ans, je me crois et me dis anarchiste. C'est cette transformation que je voudrais dire ici.

Les pédagogues et les psychanalystes ont beau jeu de dire : évolution normale, besoin d'idéal de la jeunesse actuelle, action du physique sur le psychisme... Les expériences faites comptent en effet bien plus. Plutôt que d'un idéal, inaccessible par définition, nous les jeunes avons besoin d'un espoir d'amélioration sociale, de meilleure distribution du bonheur terrestre.

Après le scoutisme, j'ai cru trouver dans le christianisme : vie éternelle, juste récompense à chacun. Il y fallait un engagement total, impliquant des actions concrètes, ce qui n'était pas pour me déplaire.

Par une conférence de Lanza del Vasto, je connus la non-violence, me mis à suivre cette voie. Mystique peut-être, mais surtout solution universellement applicable. Et là il y avait à faire, sur cette terre, directement : je me suis engagée dans le Service Civil International, j'ai essayé de porter témoignage devant ma classe, devant des groupes de jeunes.

Non-violence et christianisme étaient intimement liés, jusqu'au jour où un sujet de dissertation scolaire posa le problème de la justice sociale, et où une maman bien informée me parla de l'anarchisme. Bien sûr, j'avais vu défiler des amis à la maison, senti passer les flics lors de l'histoire du consulat d'Espagne, vu trainer « Volontà » et « Freedom » sur les tables, mais la petite fille s'était révoltée contre ces vilains athées lanceurs de bombes. Pourtant, ce-jour-là j'ai avalé le « Que sais-je ? » sur l'Anarchisme et « pondu » une dissertation enflammée, sans trop y croire d'ailleurs... Il y avait heureusement Tolstoï pour me rendre confiance, dont je fis mon maitre à penser.

Anarchiste, catholique et non-violente, je me rendis compte peu à peu qu'il était difficile de tout cumuler. La situation devenait scabreuse, je ne pouvais plus défendre une position sans que l'on ne me reprochât mes paroles de la veille. Un jour, enfin, je sus que Dieu n'existait pas pour moi, et tout se simplifia beaucoup...

Maintenant, je lis Kropotkine, Godwin, « Noir et Rouge », « Liberté ». Que l'on s'étonne autour de moi, et cela me procure une excellente occasion de propagande !

Si j'ai choisi l'anarchisme, c'est qu'il répond exactement à tous mes désirs de justice sociale, qu'il permet l'épanouissement de l'individu au sein d'une société, qu'il est par essence tolérant. Enfin, l'application totale de la non-violence n'est permise que dans une société anarchiste (hormis dans des communautés théocratiques ou patriarcales, lesquelles pourraient en fait être comprises dans un monde anarchique) ; et c'est cela qui me tient le plus à cœur. Je ne conçois pas, en effet, de société anarchiste qui ne soit pas non-violente, car la violence déjà est esclavage. Quant à la route pour y arriver, je voudrais la voir sans violence aussi ; utopie ? J'aime à croire que non. Peut-être pourrais-je développer une autre fois ce sujet.

Amis anarchistes, vous qui lancez des cocktails Molotov, vous qui accueillez les objecteurs qui passent les frontières « ad majorem libertatis gloriam », ne soyez pas choqués si j'ai blasphémé ou outragé vos nobles convictions ; aidez-nous plutôt, nous les jeunes, à vous mieux connaître !

MARIANNE ENCKELL

(GENEVE)

POINT DE VUE

A maintes reprises, ces derniers temps, les organisations dites « politiques » ont montré leur incapacité totale à aborder directement l'aspect fondamental de tout mouvement révolutionnaire : la lutte des classes.

Cette impuissance perpétuelle à s'attaquer au fond des problèmes prouve que ces « organisations politiques » constituent, en fait un obstacle à la réalisation de la lutte de classes, seule voie de la Révolution.

Leur existence tient justement à ce qu'elle est liée à la collaboration des classes dont elles refusent à dissocier les intérêts et égarent ainsi la conscience prolétarienne des masse populaires.

De plus leur insistance à se placer en intermédiaires et comme seule condition de la Révolution montre leur imposture : les grèves de Belgique et de Decazeville l'ont démontré une fois de plus. Dès que la base donne l'impulsion, passe à l'action directe contre le capitalisme et engage le combat véritable de la lutte des classes, alors les syndicats et partis de « gauche » mettent tout en œuvre pour museler cette tentative révolutionnaire, qui ne respectant pas l'ordre et la hiérarchie politiques « établis », risque de déborder les structures stériles de la bureaucratie militante, et ainsi de mettre à nu son inutilité et son rôle de parasite.

De même pour la guerre d'Algérie, tout a été fait pour cacher l'aspect de la lutte de classes dans la résistance anticolonialiste du peuple algérien.

Ces récents exemples ne font que confirmer toujours davantage que les masses laborieuses ne peuvent et ne doivent compter que sur elles-mêmes ; la Révolution ne sera faite que par et pour elles-mêmes, le principal obstacle étant justement constitué par tous ces partis et syndicats représentant seulement eux-mêmes, et se qualifiant avec impudence de révolutionnaires.

ALEXANDRE P.

LES DEUX FASCISMES

Le mouvement de grève générale qui, au moment où nous écrivons ces lignes, s'étend aux Pays basques, aux Asturies et à la Catalogne, apporte un regain d'espoir à tous ceux qui ont en vue la délivrance du Peuple espagnol.

D'une part on signale l'ampleur du mouvement qui s'étend bien au-delà des affiliés de quelques organisations clandestines, pour embrasser les masses apolitiques, les catholiques pratiquants, et certains éléments du phalangisme. D'autre part on souligne le caractère pacifique, sans menace ni violence, de la revendication populaire : elle ne se propose ni la subversion sociale ni la vengeance, si naturelles, si légitimes même que puissent être les ressentiment accumulés depuis '936. Manger à sa faim et recouvrer sa dignité d'homme, tel est le désir de l'ouvrier, du paysan, de l'intellectuel espagnol : désir dont l'accomplissement reste conditionné par libéralisme constitutionnel largement décentralisé.

Deux forces s'opposent, toutefois, à la réalisation de ce préalable politique. L'une est la réaction cléricale, l'Eglise de Rome, l'obstruction du Vatican. L'autre est la réaction stalinienne, l'Eglise de Moscou, l'obstruction du Kremlin. A l'heure actuelle, la réaction cléricale est mise en veilleuse. L'Eglise de Rome prend des positions de retraite, sur le plan politique et social. Elle tend à réaliser par l'unité ouest - européenne, les promesses de prospérité fondées sur le Marché commun : nivellement et interpénétration progressives des biens, des valeurs, et des peuples esquissée par une fédération des six; demain, des sept, huit ou treize « patries » héritées du monde romain.

En voie de relève économique grâce au néo-libéralisme d'inspiration bourgeoise et capitaliste, l'Europe peut apporter à l'Espagne un allègement de ses misères et de son esclavage. Elle l'aurait déjà fait, si le renversement du régime franquiste ne se présentait pas, aux yeux de beaucoup d'observateurs sérieux, comme le signal probable d'une main-mise « communiste », conduisant immanquablement à une nouvelle guerre civile espagnole et à une nouvelle catastrophe mondiale.

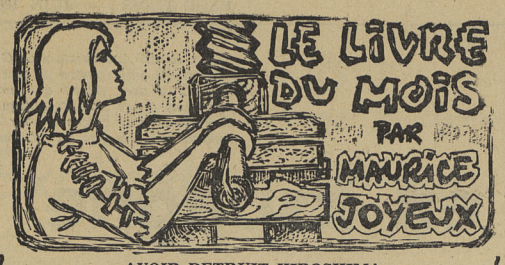
⁂

Il y a dans cette crainte une part d'illusion, sans doute. Le caudillo n'a jamais cessé, depuis l'heure de la rébellion militaire contre la république, de brandir l'épouvantail communiste, et d'attribuer uniformément aux agents staliniens tout ce qui, en Espagne et dans le monde, prend figure d'opposition. Mais il ne faut pas oublier non plus la leçon sanglante de 1936-1939, et toutes celles qui ont suivi. Elles démontrent que toute guerre civile tant soi peu prolongée — même dans les pays où le fascisme rouge paraît déconsidéré, désarmé, inexistant, et même dans le cas où dominent les meilleures traditions libertaires au cœur même des classes travailleuses — mène presque infailliblement à la victoire du Parti communiste et à l'extermination de ses adversaires, de ses alliés, puis de ses propres agents, sacrifices consentis au totalitarisme stalinien. Il en fut ainsi en Russie même, en Chine et dans les Etats satellites, et l'histoire recommence à Cuba. Les seules exceptions à la règle sont les cas où, pour des raisons stratégiques, le fascisme rouge cède la place à ses pâles imitateurs, les fascistes noirs, verts ou bruns, auxquels il livre au besoin des otages politiques, comme ce fut le cas en Turquie, en Italie, en Allemagne et en Autriche, sans parler de l'Espagne pour ne citer que quelques cas.

Faut-il rappeler ici que seule une coalition de la dernière heure entre les secteurs antifascistes non staliniens, à Madrid et ailleurs, leur permit d'échapper au formidable coup de filet préparé contre eux par Franco décidé au bain de sang et par Staline, dont les vassaux contrôlaient à leur profit toutes les positions de repli ?

Dans les rassemblements de tendance libérale, fédéraliste, socialiste et anarchiste, le P. C. espagnol est exclu — à bon droit —. Car ce Parti, plus que tout autre, compromet depuis bientôt vingt-six ans la cause commune des libertés, et les perspectives d'une « défascistisation » de l'Espagne.

André PRUDHOMMEAUX



AVOIR DETRUIT HIROSHIMA
Par CLAUDE EATHERLY
(Robert Laffont, éditeur)

Claude Eatherly est l'homme qui par deux fois participa en 1944 au bombardement atomique du Japon. Cette expérience l'a profondément marqué et la paix revenue, il erre au hasard, se refusant pendant des jours à adresser la parole à quiconque. La hantise des deux cents mille victimes d'Hiroshima ne le quittera plus. Une visite qu'il fera aux survivants de l'explosion agravera son sentiment de culpabilité. D'abord soigné pour fatigue générale, il rentre volontairement comme malade dans l'asile psychiatrique de Waco, spécialisé dans le traitement des militaires souffrant de troubles nerveux. Mais lorsqu'on le renvoie chez lui, son état ne s'est pas amélioré.

C'est alors que brusquement il se met à commettre de menus délits. Jugé irresponsable il est renvoyé à Waco; réformé comme « invalide » il se voit accordé une pension, mais à la suite d'une tentative de suicide il est définitivement interné. Pendant cinq ans sa vie va s'écouler entre les murs de la clinique. C'est pendant cette période qu'il va recevoir une lettre de Günther Anders, le philosophe et pacifiste autrichien. C'est dans un magazine américain que le savant a été attiré par le cas du « pilote d'Hiroshima ». Les lettres entre les deux hommes vont se succéder et une solide amitié l'établira entre eux. Petit à petit, le philosophe réussit à ramener l'espoir dans la conscience torturée d'Eatherly. Il réussira à le convaincre que chacun peut être entraîné sans qu'il y ait faute individuelle à des actes dont on ne peut prévoir n'imaginer toutes les conséquences. Enfin, le savant va aider le pilote à sortir de l'asile où les autorités militaires, gênées par le revivement du commandant, le maintiennent, bien que guérit.

Cette correspondance entre les deux hommes, vient de paraître chez Laffont précédée d'une préface de Bertrand Russell; elle constitue un émouvent playdoyer contre la guerre et l'emploi des engins atomiques. Elle pose surtout le problème de la responsabilité individuelle à travers le crime collectif. C'est un témoignage dépouillé de toute littérature du sentiment de culpabilité qui guette l'homme trop faible ou trop léger, pour refuser les horreurs de la guerre.

LES SOMMETS DU MERCŒUR
Par CHARLES BEGUIN
(R. Laffont, éditeur)

Voici un roman gai qui l'est vraiment, avec ce qu'il faut de mélancolie pour teinter son caractère farfelu. Au centre de l'histoire une monumentale escroquerie montée par un personnage haut en couleurs à l'occasion d'un pélerinage à la « Vierge de Mercœur ». Autour de cette intrigue banale de multiples personnages s'agitent. Les dévoués, les naïfs, les crapules, les amoureux. Tubacker l'escroc parle fort, dort, mange, embrouille les situations, démolit, reconstruit et autour de lui tout ce petit monde la province tourbillonne effarré. C'est dans ce climat que nait « Les Sommets », revue destinée à porter aux quatre coins de la province l'annonce du pélerinage. Lorsque tout s'effondrera, le pélerinage et les illusions, les personnages désenchantés se disperseront pour retourner à leur vie médiocre.

Il ne faut pas demander à cette œuvre sans grande portée philosophique plus qu'elle ne nous promet et l'étude des caractères est de loin supérieure au sujet lui-même. L'auteur s'est surtout complu à nous dépeindre un petit coin de la province avec ses superstitions, ses enthousiasmes et sa frivolité et, il a vraiment réussi.

L'écriture est alerte, le ton ironique colore les pages de ce roman qu'on lit le sourire aux lèvres.

SAUTE LE TEMPS (JOURNAL D'UN ECRIVAIN)
Par ROGER RUDIGOZ
(Julliard, éditeur)

J'ai déjà eu l'occasion de dire tout le bien que je pensais de l'œuvre de Roger Rudigoz, à l'occasion de la parution de son dernier livre « Claire Solassier ». Aujourd'hui cet écrivain publie un nouveau livre qui prend la forme d'un « Journal d'un écrivain ». Travail prématuré sans aucun doute, si on tient compte de son âge et son journal, juisque journal il y a s'en resent. Certes, on retrouve toujours ce souci de la phrase bien construite qui le rend agréable à lire, mais la matière est tout de même un peu mince et le remplissage auquel il a recours sans grand intérêt. Je veux lui dire en particulier que le dialogue aigre-doux qu'il entretient avec son éditeur Julliard n'est guère convaincant. Certes, Céline a usé et abusé de cet astuce, mais Céline avait tout de même une vie plus agitée et de toute façon le ton larmoyant et les apostrophes cadraient mieux avec son personnage. « Saute le temps », pas de trop tout de même et je dois dire que je préfère lire la suite des aventures de Claire Solassier que de la retrouver à chaque instant mêlée dans les pages du « journal » qui nous conte la vie sans grand relief de l'auteur.

le monde libertaire
Des Lettres et des Arts

SALUT A NOS CAMARADES DE LA «LA TOUR DE FEU»

par MAURICE JOYEUX

Soixante-treize numéros dont quelques uns furent remarquables, dont tous furent intéressants et que dominent les cahiers explosifs réservés à Henri Miller et à Antonin Artaud, tel est le bilan que nous propose Pierre Boujut, le tonnelier de Jarnac qui anime, entouré d'une vivante équipe, «La Tour de Feu », revue internationale de création poétique.

Revue de poésie et de culture libertaire. —Oui, bien sûr, à la condition que vous n'enserriez pas le terme, dans des entraves, mêmes respectables, mais que vous le hissiez sur le nuage pourpre qui de Jarnac transporte les mots dans un ciel qui les purifie avant de les projeter dans les officines académiques qui puent et que les bougres ont entrepris de désinfecter.

A l'origine et autour du petit tonnelier têtu qui gratte sa lyre en plissant son masque de pirate, une jeune équipe de camarades s'est rassemblée, avec comme but, « passer le mur du son sans cédille », et avec un moyen, la **phrase**, la phrase, cet élément essentiel du visage de l'homme qui écrit. Et voilà ce que ça donne:

«Oui, nous avons balancé depuis longtemps ces petites jalousies de bistros, ces cancans de concierges et toutes les confitures de la littérature du jour. C'est en ce sens que nous sommes anti-littéraires. Nous ne mettons pas la beauté à l'arrière plan de nos recherches. Seulement elle est de la même eau que notre amitié, de la même couleur que notre art de vivre.

. . . . . .

Nous recherchons la beauté, mais sous une certaine lumière, dans une certaine chaleur, et c'est pourquoi aux yeux du critique paresseux et pressé, nous semblons mettre l'amitié plus haut que la beauté.

L'art et la vie sont indissolublement liés au foyer de la Tour du Feu.»

Et ils ont réussi ! C'est sûr, c'est écrit, c'est prouvé. Suprême consécration, l'ombre de ce qu'il convient d'appeler un sourire est même passée sur le masque méchant de François Mauriac, ce dogue vieillissant qui monte la garde au seuil de toutes les églises réservées aux seuls grands prêtres de la littérature officielle. Ils ont réussi et ils le savent. Leur joie du bon tour joué aux clercs qui s'ébrouent dans les pages de ces revues « indépendantes » financées par les éditeurs fait plaisir à voir et dans leur cahier « L'Alliance au Village », ils ne nous l'ont pas caché en nous jetant au visage la phrase énorme : « Paris n'existe pas ».

Mais cette réussite, cette joie d'exister dans l'immédiat, cette consécration sont-elles méritées ? C'est ce qu'il nous faut examiner.

La Tour de Feu s'est voulue libre, pas seulement des attaches que la société tisse autour de toutes entreprises humaines, mais également des servitudes qu'imposent les écoles littéraires et Pierre Boujut, qui a bien senti les contradictions qui opposeraient une équipe qui était une addition d'êtres et non une fusion, les a très clairement revendiquées dans le domaine de l'esprit et fixé ses limites qui sont celles de la conservation de l'homme et de sa dignité.

«Vous avez raison de nous reprocher nos contradictions ! (proclama-t-il). Nous les connaissons. Mais nous ne cherchons pas à les résoudre. Parfois même nous nous en glorifions comme d'un signe précurseur : L'harmonie du monde ne se fera pas par le nivellement des individualités sous le rouleau d'un dogme quel qu'il soit, mais dans l'équilibre des différences, l'acceptation joyeuse des contradictions dont la vie et la nature nous offrent l'exemple perpétuel. C'est là notre anti-dialectisme.

Vous avez raison de nous reprocher également de ne pas aller jusqu'au bout de ces contradictions. Comment nous en défendre puisque c'est l'amour de l'homme, le respect de la vie, bref la morale humaine qui nous l'interdisent ; nous refusons en effet tout ce qui s'oppose au libre exercice de la contradiction, au libre événement de la poésie et du bonheur sur la terre. Nous refusons nationalismes, colonialismes, hitlérismes, staliniSmes : toute religion autoritaire. Dans ce cas nous ne pouvons être véritablement des éclectiques. Nous sommes du côté de la vie, nous ne pouvons bénir ni le Mal ni la Mort.»

Et c'est cette fidélité à leur source qui a permis aux poètes de Jarnac de dresser devant nous le bilan d'une expérience de vie étroitement unie à l'expérience littéraire, celle d'Henri Miller, écrivain maudit ignoré du grand public américain et trop connu d'un certain public parisien, qui a également permis le rassembler, pour éclairer le pâle et fascinant visage d'Artaud, des documents soigneusement écartés de la circulation par les chapelles et les clans intéressés à conserver au mythe le masque publicitaire dont ils l'ont affublé.

Une revue de ce caractère avait peu de chances d'échapper à l'indifférence, voire à l'hostilité de ces quelques centaines de personnages qui jouent un rôle plus ou moins important dans la république des lettres et qui constituent le plus clair des lecteurs des revues littéraires.

Les poètes sont parfois agaçants, ceux de la **Tour de Feu** n'échappent pas à la règle. On s'auto - congratule beaucoup à Jarnac. Le meilleur voisine parfois le moins bon et le moins bon ne recule pas devant le cliché consacré qui a servi de bouée à des générations de poètes en panne de lyrisme. Si à la Tour, on ne constitue pas une école, les jeunes écoles y ont leur place et leur réussite ne justifie pas toujours leur prétention. Et pourtant **La Tour de Feu** a réussi et pas simplement auprès des « devins du village » mais aussi auprès d'un public attaché à la forme, auprès d'« un public intellectuel ».

Cela n'a été possible que grâce au « miracle » **La Tour.** Car il y a un miracle autour de ces cahiers dont on peut discuter chaque pièce, chaque commentaire, mais dont le tout apporte dans les lettres un élément de spontanéité et de fraicheur uniques, une vue sagace sur des problèmes débarrassés de l'ombre où les spécialistes se plaisent à les laisser croupir. Enfin, cette diversité dans l'expression qui va de la plus luxuriante richesse du verbe à la simplicité, qu'un esprit chagrin a qualifié de « scolaire » n'a pas peu contribué à apporter aux cahiers des lecteurs que le maniérisme officiel rebute. Mais peut-être plus encore, la saine et virulente polémique, a été un facteur du succès des poètes de Jarnac. Une polémique qui fleure bon le sarment, qui pète comme le marron avant que ne se répande son fruit savoureux. Ils sont les poètes de la truculence et lorsqu'on les lit, c'est toute la poésie gaillarde, querelleuse et naïvement savante du seizième siècle qui vous monte à la tête et avec Adam Billaut, on a envie de chanter.

Pour te guérir de cette sciatique
Qui te retient comme un paraly-[tique
Dedans ton lit sans aucun mou-[vement
Prend moi deux brocs d'un fin [jus de sarment
Puis comme on le met en prati-[que
Prends-en deux doigts, et bien [chaud les applique
Dessus l'externe où la douleur te [pique ;
Et tu boiras le reste prompte-[ment
Pour te guérir.

Revue populaire, mais revue d'art **La Tour de Feu** est un merveilleux élément de culture révolutionnaire et il vous prend l'envie de se retourner vers les travailleurs et leur crier parodiant maître Adam : « Pour vous guérir de l'esthétique de sous-préfecture fabriquée à votre usage par les pions consacrés, par les académies officielles, prenez deux doigts du cru poétique de Jarnac, le fumet qui vous montera au cerveau vous débarassera des miasmes que la culture officielle y a déposé !

Oui, salut à la **Tour de Feu,** salut **aux poètes de Jarnac,** nos camarades.

CLASSIQUE DE L'ANARCHISME

« O personnalité humaine, se peut-il que pendant soixante siècles tu aies croupi dans cette objection ? Tu te dis sainte et sacrée et tu n'es que la prostituée, infatigable et gratuite, de tes valets, de tes moines et de tes soudards. Tu le sais et tu le souffres. Etre gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, prêché, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé, par des êtres qui n'ont ni le titre ni la science, ni la vertu. Etre gouverné, c'est être à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, ratifié, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. C'est sous prétexte d'utilité publique et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concussionné, pressuré, mystifié, volé, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et, pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré. Voilà le gouvernement, voilà sa justice, voilà sa morale. Et dire qu'il y a parmi nous des démocrates qui soutiennent, au nom de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité, cette ignominie... ! »

P. J. Proudhon
« L'idée générale de la Révolution »
(1851)

Télévision

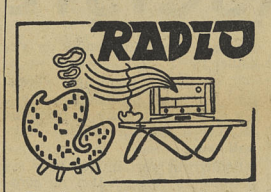
Bien qu'allergique à la chose filmée en général et télévisée en particulier, ce dimanche 13 Mai (date pourtant maléfique), m'a fait revenir sur un jugement par trop hâtif. Ce soir-là donc, invité, je dus bon gré mal gré contempler le petit écran. J'en fus bien récompensé.

« Le vrai visage du Far-west », émission de Jacques Nahum (Prix Italia de télévision 1961), était un hommage à Gary Cooper. Peut-être n'était-ce d'ailleurs là qu'un prétexte. Il nous fallut, bien sûr, ingérer un classique western. Mais les tenaces furent payés de leur patience. A l'aide de documents jaunis (ici le graphie que l'on ajoute à photo est presque péjoratif), l'auteur illustre un commentaire qui fait justice de toutes les légendes merveilleuses attribuées aux « conquérants de l'ouest ». Ceux-ci, nous dit-il, étaient souvent de modestes ouvriers agricoles, voire des vachers qui se créaient des troupeaux à bon marché, grâce aux buffles foisonnant dans ces immenses territoires en friche. Mais la majeure partie de ces « colons » était issue de la pègre; la rapine et le pillage étaient les principales occupations de ces forbans. Il y eut des accords entre les « autorités » fédérales et les populations indiennes, mais ceux-ci furent violés partout par les bandes incontrôlables en exode vers cet ouest mirifique.

Dans son Sitting Bull, notre ami Berthier nous a entretenu de l'écrasement de la révolte indienne. Ici, le commentateur, assez objectif, nous fait remarquer que les indigènes n'étaient sans doute pas plus féroces que leurs spoliateurs.

Gageons que dans cent ans, nos descendants verront au programme de la RTF d'alors « Le vrai visage du Maghreb ». Pous nous, d'ores et déjà, le rapprochement est saisissant.

J. F. S.



par J.-F. STAS

De plus en plus, la radio et la télévision empiètent sur le domaine réservé de la presse: l'opinion.

Le tirage global des journaux dits « d'information » diminue. Est-ce un danger? Oui, si l'on considère les ravages que peut faire dans les esprits l'action coordonnée de l'image et du son. Une grande partie des travailleurs ne visant qu'à acquérir la télé, celle-ci se substitue peu à peu au cinéma, au théâtre, au livre, au journal.

Objectivement, que pouvons-nous y faire ? Il nous est à peu près impossible de nous faire entendre sur les ondes, qu'elles soient étatisées (R. T. F.) ou purement capitalistes (postes privés).

Bien que cette rubrique ait une autre destination, il me semble opportun de faire ici quelques remarques extra-radiophoniques. Le public est généralement moutonnier. Cependant, une importante partie de celui-ci ne demande qu'à donner libre cours à son esprit critique somnolent. Pourquoi ne profiterions-nous pas de la désaffection du public pour la grande presse et de sa mise en condition par une information dirigée et monocorde ? Nous est-il impossible, avec notre mensuel, de faire entendre dans ce concert trop bien orchestré des notes détonantes et originales ? A nous d'y réfléchir et d'agir en conséquence.

∴

S'il est avéré que Radio Luxembourg est la plus parfaite entreprise d'abrutissement public, le 11 mai une exception a confirmé cette règle bien établie.

« La Pure Vérité » d'André Parinaud et Paul Giannoli, Vendredi 21 h 3. Sujet traité : « L'objection de conscience ». Claude Autant-Lara, réalisateur du film interdit au doux royaume de France : « Tu ne tueras point » et le pasteur Roser du côté de la défense. Leurs excellentes interventions enregistrées, il y a déjà quatre ou cinq mois ont été largement tronquées.

Quant aux accusateurs, les écrivains Jean Lartéguy et François Ponthier, ils tiennent le langage déconcertant et écœurant des tenants de la « grande muette ».

On a parlé au cours de cette émission (qui a néanmoins le mérite de remuer la question) de 17 objecteurs emprisonnés alors que les prisons militaires en recèlent plus de cent dont quinze moisissent depuis plus de quatre ans dans les cachots républicains.

Si la plupart des objecteurs sont des non-violents, il n'y a pas parmi eux de lâches et de « larves » comme le prétendent les deux plumitifs de combat assoiffés d'héroïsme kaki. Que ces deux guerriers à pumes d'oie prient leur sacro-saint bon Dieu de n'avoir pas à écrire l'histoire d'une prochaine Révolution française, ils pourraient y rencontrer des objection violentes.

Quatre numéros de « PLANETE », à ce jour, ont paru ; vite épuisés, le premier a été réédité. J'ai déjà présenté cette revue ici. Si j'y reviens, c'est qu'elle a provoqué de vives réactions de la part de groupes d'avant-garde qui poursuivent des recherches en partie similaires. Les sunialistes tout particulièrement, qui dans le premier numéro de leur nouvelle revue « La Brèche » (1) avaient publié une très sevère critique du « Matin des magiciens » (BENAYOUN: « Le crépuscule des bonimenteurs »), ont dénoncé par la suite dans la publication fondée par PAUWELS une entreprise à peine voilée de subversion fasciste.

L'accueil fait à PLANETE par un large public, l'actualité de ses thèmes qui recoupent des points clés de la coscience moderne, et surtout son postulat central, l'émergence d'une nouvelle conscience, tout cela exige certes une vigilance sans faille. Car le bouillonnement dont nait une civilisation récèle des possibilités contradictoires, et des tendances par elles-mêmes libératrices qui peuvent être deviées si elles sont englobées dans une entreprise de mystification reactionnaire bien conduite.

Le fait est dès à présent que Pauwels se montre fort receptif à certaines possibilités inquiétantes : ainsi la domination du monde par des réseaux cachés de techniciens et de savants d'un nouveau type, ou l'exploitation d'un sens originaire du « sacré », de l'aventure cosmique, par une religiosité largement tributaire de l'orthodoxie romaine. En ce sens, quelques engagements de Pauwels doivent inciter à la prudence. On a pu voir sa signature, tout comme celle de Bergier, au bas du « Manifeste Juin », en réponse au manifeste sur le droit à l'insoumission. Sans oublier qu'en 1957 le même Pauwels, qui pourtant avait ouvert largement les colonnes d'« Arts » aux surréalistes a joué un rôle dans l'exposition dédiée par les peintres Mathieu ou Hantaï aux débuts de l'Inquisition.

Tout cela peut paraitre se réduire à des jeux d'intellectuels. Mais cela est tout sauf inoffensif. L'extension prise par les conflits idéologiques, et plus concrètement le développement qu'ont trouvé, en même temps que les moyens « d'information », des ensembles techniques psychologiques et sociologiques de manipulation des foules et de trituration de la conscience individuelle, offrent des armes rédoutables, et en partie ignorées, aux appareils de répression et aux groupes dirigeants. Poursuivies systématiquement, et c'est en cours dans les deux blocs, de telles menées peuvent conduire à une domestication généralisée aussi bien qu'à un éclatement aux conséquences imprévisibles.

Quelques faibles que soient nos moyens, nous devons au moins prendre conscience de l'ampleur et de la réalité du danger, commencer à entrevoir les possibilités, non seulement de nous défendre contre ce nouveau type d'armes, et de combat, mais aussi de dégager le côté réellement subversif que présentent des recherches sur le même plan, destinées cette fois-ci non à domestiquer mais à libérer les énergies d'une conscience intégralement mobilisée.

Il y a là un énorme champ d'études, et « Planète », par l'ouverture qu'apportent ses recherches des domaines neufs ou laissés à l'abandon de l'existence et de la connaissance, par les points de répère qu'elle fournit, peut être pour le lecteur vigilant un stimulant qui n'est pas à négliger. Car malgré son côté parfois raccoleur de recherche de « sensation », cette revue regroupe un certain nombre de chercheurs dont le sérieux et la compétence sont confirmés.

Reste à regretter que d'autres groupes, dont les options fondamentales ne sont pas sujettes à caution, trouvent à peine les moyens de s'exprimer. Nous leur accorderons ici toute l'attention nécessaire.

RENE FORAIN

(1) 23-25, ru du Cherche-Midi, Paris (VI).

JOSEPH LOSEY
ET LE SENS DE L'HONNEUR

L'œuvre mal connue du réalisateur américain Joseph Losey parvient en France où elle connait un succès mérité.

Victime, comme Jules Dassin, Charlie Chaplin et d'autres (notamment le scénariste Dalton Trumbo) du fameux « procès des dix d'Hollywood », Losey avait réalisé en Amérique quelques films presque inconnus en France : « The Boy with the green hair », 1948, inédit sauf en ciné-club; « Le Rôdeur », 1949, et « M, le Maudit », intéressant remake du fameux film de Fritz Lang

Exilé en Italie, il réalisa sous un pseudonyme quelques films, dont « Un Homme à détruire », en 1953, signé Andréa Forzano, film social qui ne connu qu'une très brève carrière. Losey est maintenant installé en Angleterre, où il a réalisé plusieurs films portant une marque essentiellement américaine, tranchant avec le triste et plat cinéma britannique. En 1957, « Gipsy », œuvre d'un romantisme échevelé, rappelant « Les Hauts de Hurlevent » dans son atmosphère et « Moonfleet » de Lang par l'emploi de la couleur. Puis vinrent « Temps sans pitié », « L'Enquête de l'inspecteur Morgan » et « Les Criminels ». Losey réalise actuellement en France « Eva ».

Le véritable cinéma social, ce n'est pas un film traitant d'un sujet essentiellement sociologique, et n'attirant qu'un public convaincu d'avance. De tels films peuvent parfois atteindre une certaine grandeur, comme le film japonais « Quartier sans soleil », mais, généralement, ils restent enlisés dans un ouvriérisme bêlant, ou ne connaissent qu'une renommée furtive. Au contraire, chez Losey, la satire ou l'argumentation sociale viennent par petites touches, intégrées à l'action certes, mais ne constituant pas cette action. Ainsi dans « L'Enquête de l'inspecteur Morgan », les rapports entre l'artiste peintre désargenté et sa maîtresse appartenant à la haute société londonienne sont faux, gênants, comme désaccordés. L'inspecteur Morgan, fils d'ouvrier, parle avec un accent populaire, et son rival, l'inspecteur « aristocratique », favori puis complice du grand chef, s'exprime avec recherche. Morgan prononce le nom de son chef vite, employant presque la contraction, tandis que l'autre détache les syllabes : Sir Brian.

Par le biais du film policier, Losey nous indique une espèce de code moderne de l'honneur (sans rapport avec celui des généraux bien sûr) et basé sur la conscience de classe. L'inspecteur Morgan refusera de faire condamner le jeune artiste peintre que pourtant il croit coupable, avant d'avoir mené son enquête jusqu'au bout, au risque d'incriminer de hautes personnalités, et contre l'avis de son chef.

« Temps sans pitié » est un réquisitoire violent contre la peine de mort (ne pas confondre avec « Ville sans pitié » sorti récemment), violent parce que détourné. Un alcoolique tente de faire la preuve de l'innocence de son fils condamné à mort, et reprend l'affaire, dont il ignore tout, depuis le début, pour trouver la faille que les enquêteurs officiels n'ont pas vue. Le fait que le jeune condamné soit innocent et cependant promis à la mort, laisse plus qu'entrevoir la faillibilité de la justice. Dans « Un Homme à détruire », nous voyons un homme pauvre, coupable d'avoir dérobé un fromage, entraîné dans une suite de délits, puis finalement abattu par la police, personne ne lui ayant tendu la main.

L'Homme seul trouve une justification chez Losey, mais en aucun cas l'homme intégré dans la société, pas plus le riche et puissant homme d'affaire (« Inspecteur Morgan » et « Temps sans pitié ») que le gangster qui ne lutte pas contre l'ordre établi mais profite de cet ordre pour mener ses propres transactions, comme l'homme d'affaires, n'étant dans le fond qu'un bourgeois et un bon chrétien (« Les Criminels »).

En même temps que la très vaque conscience de classe, c'est le sens particulier que peut avoir de l'honneur l'homme moderne qui pousse l'inspecteur Morgan à continuer son enquête, qui oblige l'alcoolique à tout tenter pour sauver son fils avec lequel il est brouillé depuis longtemps, et qu'il considère non comme son fils, mais comme une victime.

La mise en scène de Losey, ample, puissante, déconcerte dans le cadre limité du film policier. Ainsi dans « Les Criminels », d'impressionnants mouvements de grue à l'intérieur de la prison en font un monde aussi présent que le monde du dehors, aussi organisé, offrant autant de possibilités esthétique pour un réalisateur. Esthétisme toujours en fonctions d'une scène dure et violente, en ce monde clos qu'est la prison, quintessence des actions commises par les gangsters à l'extérieur.

Dans « Morgan », Losey s'attarde sur le décor à la façon d'un Orson Welles. Décor gardant toujours un rapport avec un ou plusieurs personnages, décor érotique le plus souvent. L'appartement de la victime est celui d'une femme facile, avec son mauvais goût, son baroque. Dans « Les Criminels », les portes de l'appartement, très bourgeois, du gangster, son recouvertes de peintures de femmes nues.

Losey nous démontre que le sujet quel qu'il soit, peut être le tremplin à tout un fourmillement de trouvailles, dans les décors, la vérité des personnages, la mise en scène. Et puis il a réussi à tirer quelque chose des acteurs anglais, ce qui n'est déjà pas mal.

∴

Les « Cahiers du Cinéma » exécutent en quelques lignes le film de Philipe de Broca « Cartouche ». Pour tous ceux qui sont las des réalisations pseudo-intellectuelles, plates, vides et ennuyeuses d'un certain cinéma français (« L'eau à la bouche », « Les Bonnes femmes », « Le Bel âge », par exemple), je conseille fortement de voir « Cartouche », en tout point excellent.

Jean ROLLIN

Militants, camarades, amis...
Faites tous vos achats de livres, de disques à la
LIBRAIRIE PUBLICO
3, rue Ternaux, Paris (11e)
Vous ne paierez pas plus cher et vous aiderez notre journal